



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2023-3-1/2023-3-15]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Mercredi 1^{er} mars.

Bruno Lemarquis : « L'attaque d'un avion de l'ONU met en péril l'action humanitaire dans l'Est de la RDC ». Le coordonnateur humanitaire en RDC, Bruno Lemarquis déplore, le 28 février, l'attaque d'un avion exploité par le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) à 10 minutes de son atterrissage à Goma. Cet appareil provenait, le 24 février, de Walikale (Nord-Kivu). Il appelle ainsi toutes les parties en conflit au respect du droit humanitaire international et à épargner les acteurs et les biens y compris les aéronefs humanitaires. « L'opération des services aériens humanitaires en RDC reste indispensable pour fournir une assistance humanitaire à des centaines de milliers de personnes dans certaines parties du pays difficilement accessibles ». À la suite de cette attaque, le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé de suspendre tous les vols humanitaires dans les zones de conflit au Nord-Kivu et en Ituri, jusqu'à ce que des mesures supplémentaires soient prises pour garantir la sécurité des vols et des acteurs humanitaires qui les utilisent.

Nord-Kivu : 8 ADF tués lors des combats contre la coalition Fardc-UPDF à Mwalika. Les combats entre la coalition FARDC – UPDF et les rebelles des ADF ont eu lieu dans la région de Mwalika et du Graben, devenue une cachette de ces rebelles ougandais. Selon le porte-parole des opérations conjointes des armées congolaise et ougandaise, huit rebelles ADF ont été tués et neuf autres capturés ; quatre bombes artisanales, deux armes à feu type SMG avec 85 munitions et 425 autres munitions de l'arme du type PKM récupérées pendant les combats. Quatre militaires de l'armée ougandaise ont été blessés lors des affrontements.

Uvira : présentation de 2 présumés bandits devant le conseil urbain de la sécurité. Les agents des services de sécurité ont réussi à mettre la main sur ces présumés criminels, après avoir été alertés par des jeunes vigiles. Les deux présumés malfaiteurs, seraient parmi ceux-là qui avaient kidnappé deux femmes. Un soldat des FARDC a été cité comme complice dans cette affaire.

Lomami : révocation du responsable de la Ceni à Luilu. Il lui est reproché d'avoir violé l'article 84 du règlement administratif et financier de la centrale électorale, en procédant sans autorisation préalable, à la délocalisation de certains centres d'enrôlement des électeurs de Luilu. Cet acte, a préjudicié le bon déroulement de l'opération d'enrôlement dans 35 centres d'inscription, dont le matériel n'a pas été déployé jusque-là semaine dernière.

Kwango : plus de 700 cas de fièvre typhoïde recensés à Panzi en 5 mois. Environ 24 personnes sont mortes. Le médecin coordonnateur du Programme élargi de vaccination (PEV) a attribué la flambée de cette maladie à la

consommation de l'eau non potable à Panzi. Il plaide auprès des autorités compétentes pour des mesures urgentes afin de desservir la province du Kwango en eau potable.

Masisi : les Farde reprennent la cité de Rubaya. Ils ont également délogé ces rebelles des localités de Karuba et de Misekera prêt de Mushaki, à 13 km de Sake en territoire de Masisi. Le porte-parole de l'armée a rassuré la population de Goma et Sake qu'elle est hors menace et qu'elle continue à pourchasser les rebelles.

Uvira : 25 vaches volées lors d'une attaque des présumés Maï-Maï Twirwaneho à Bijombo. Ces bovins appartenaient à un éleveur déplacé interne. Ces assaillants n'ont tiré aucun coup de feu pendant leur incursion dans ce camp. Les déplacés internes craignent que ce cas de vols de vaches soit à la base de la reprise des hostilités et des conflits après le retrait de la Monusco de cette partie des hauts plateaux d'Uvira.

Lubero : plaidoyer en faveur des milliers de déplacés privés de soins de santé primaire. Selon le médecin chef de zone de santé de Kayna, parmi ces déplacés, seuls ceux qui vivent dans six aires de santé parmi les 23 de la zone de santé de Kayina, bénéficient d'une prise en charge médicale gratuite de la part des ONG Rescue, Medair et CICR. De nombreux autres déplacés, qui sont en dehors de ces aires de santé, rencontrent des difficultés d'accès aux soins de santé primaire. Le président de la société civile de Kirumba, appelle à l'intervention du gouvernement et d'autres organisations humanitaires pour faire face à cette situation.

Développement de 145 territoires : le BCECO lance le contrôle des projets en cours d'exécution au Kasai-Central. A la suite d'un constat malheureux sur certains chantiers qui sont restés inachevés dans le passé, le directeur général du Bureau central de coordination indique qu'un suivi régulier et rigoureux a été instauré pour que les engagements pris par les exécutants soient respectés : « La confiance n'exclut par le contrôle ». De temps en temps, il y aura des missions conjointes BCECO et Gouvernement dans le cadre du contrôle citoyen.

Mbuji-Mayi : mise en garde du CSAC contre la campagne électorale précoce. Le coordonnateur provincial du Conseil supérieur de l'audio-visuel et de la communication (CSAC) a demandé aux responsables des médias de sensibiliser les journalistes au professionnalisme, à la neutralité et à ne pas relayer les messages de campagne et d'incitation à la haine tribale diffusés dans les médias.

Clôture de la session de l'OHADA : plaidoyer pour la création d'une antenne du centre d'arbitrage de la CCJA en RDC. En sa qualité de présidente, la ministre congolaise de la Justice, qui a clôturé les travaux de la 54^{ème} session du conseil des ministres d'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, a expliqué « outre l'instauration d'une gouvernance irréprochable, la réforme de l'arbitrage CCJA déjà amorcée me paraît urgente. La création d'une antenne du centre d'arbitrage de la CCJA en RDC rentre également dans ce registre. J'avais cerné au nombre de problèmes qui plombent le fonctionnement optimal de notre organisation la question des vacances de postes et de nombreux intérimis ». La session a aussi décidé d'actionner les mécanismes de recrutement au sein de l'organisation et d'arrêter de détourner certains meilleurs cadres par des pays voisins.

Goma : 2 garçons de 4 et 9 ans retrouvés morts, leurs corps emballés dans des sacs. Ces enfants ont été enlevés lundi 27 janvier après les cours, au moment où ils regagnaient leur domicile. N'ayant pas vu leurs enfants regagner leurs domiciles, les parents ont signalé la disparition. Au même moment ils ont reçu plusieurs coups de fil des ravisseurs pour exiger une rançon. Les enquêtes sont ouvertes et une réquisition d'un expert a été émise par le parquet auprès de la société de télécommunication Airtel pour faciliter l'identification des personnes qui demandaient la rançon.

Est de la RDC : l'Unicef et le Japon s'engagent à soutenir les communautés affectées par les crises aiguës. D'une durée de 12 mois, ce programme de plus de 1,9 million USD va permettre de répondre aux besoins les plus immédiats des communautés, en particulier des enfants touchés par des urgences aiguës dans quatre provinces de l'est du pays affectées par les conflits armés, à savoir le Nord et le Sud Kivu, l'Ituri et le Tanganyika. La mise en œuvre de cette intervention permettra à l'Unicef d'apporter un appui à plus de 59.000 personnes par le mécanisme de réponse d'urgence rapide de l'Unicef et des interventions complémentaires dans les domaines de la Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement et Protection de l'enfance. **Promouvoir la paix, la stabilité et le développement.** L'approche de cette intervention va contribuer à matérialiser les politiques du Japon pour l'Afrique en général, et pour la RDC en particulier, la Nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique (NAPSA) qui vise à réaliser la paix et le développement durable en Afrique tout en garantissant les assistances humanitaires aux réfugiés et aux déplacés internes.

Ituri : Bintou Keita déplore la reprise des violences malgré la signature des actes d'engagement par les groupes armés. « Le dialogue intracommunautaire avait donné les résultats avant Nairobi 3 notamment avec les

engagements de la Codeco et d'autres groupes. Malheureusement après Nairobi 3, ce que nous constatons c'est une recrudescence de la violence avec des attaques et représailles entre Codeco et Zaire/MAPI. Et donc on espère que ces groupes comprennent qu'ils doivent arrêter les exactions qu'ils commettent contre les populations par ce qu'elle est fatiguée ». Elle a salué la collaboration entre le gouverneur de l'Ituri et la Monusco.

Le gouverneur du Nord-Kivu annonce la réouverture des axes d'approvisionnement de la ville de Goma. Il annonce ainsi la reprise des trafics et de la circulation des personnes et des marchandises sur les différents axes routiers : Goma-Rutshuru-Kanyabayonga, Goma-Sake-Kitshanga-Pinga mais aussi Goma-Sake-Mushaki-Masisi-Walikale. « Cette mesure du gouverneur fait suite aux sollicitations des opérateurs économiques et pour l'intérêt de la population », indique le communiqué. Ce document précise cependant que la décision suspendant les formalités douanières au poste frontalier de Bunagana demeure.

Jeudi 2 mars.

Goma : 70 jeunes formés en divers métiers au centre Bosco-Lac de la congrégation salésienne de Don Bosco. Ce centre travaille dans l'encadrement des jeunes depuis plus de 40 ans et organise des filières comme la maçonnerie, la coupe et couture, coiffure, esthétique et autres. Ces jeunes viennent des quartiers Ouest de la ville de Goma. Le frère Honorato Alonso, qui supervise le travail de la congrégation des Salésiens de Don Bosco à Bosco-Lac, fait remarquer qu'au sein de ce centre, les jeunes apprennent un métier pendant 9 mois et se lancent dans leurs activités. Ces jeunes en formation invitent par ailleurs leurs semblables qui ne vont pas à l'école à se tourner vers l'apprentissage d'un métier, pour qu'ils soient utiles à eux-mêmes et à la société.

Beni : l'an 1 du massacre de Kikura commémoré dans la méditation. Les habitants du village de Kikura, dans le secteur de Ruwenzori, ont assisté, le 1^{er} mars, à la messe dite en mémoire d'une trentaine de personnes tuées le 28 février 2022 par des ADF. Ce jour-là, ces rebelles avaient abattu 30 civils et enlevé d'autres avant d'incendier le centre de santé de Kikura. Certaines victimes ont été tuées alors qu'elles étaient hospitalisées dans cette structure sanitaire. Dans son homélie, le curé a appelé la population à la résilience, tout en soutenant les efforts des Fardc pour la restauration de la paix dans la région.

Matadi : près de 150 m3 d'eau de la Regideso volés par mois à la suite des raccordements frauduleux. Selon son chef de division en charge de distribution, seuls 650 m3 d'eau sont commercialisés mensuellement et 200 autres gaspillés dans des fuites d'eau recensés à travers cette ville. Ce vol d'eau est plus constaté dans les nouveaux lotissements du quartier Ville haute dont une grande partie de Kinkanda et de Soyo 4, où la population bénéficie de l'eau potable par des raccordements frauduleux. En dehors de la population, cette direction provinciale de la Regideso accuse certaines usines d'ensachage et d'embouteillage d'eau potable de raccordement frauduleux. Il précise que dans la plupart des cas, ces bénéficiaires clandestins d'eau de la Regideso sont aidés par des anciens ouvriers, journaliers de l'entreprise convertis en « plombiers pirates ».

Kisangani : l'arrivée du contingent kenyan dans la ville ne fait partie des opérations militaires de l'EAC, précise l'armée. Le commandant de la 31^e région militaire, a fait savoir que ce contingent est arrivé depuis 3 semaines au chef-lieu de la province de Tshopo, dans le cadre de la coopération militaire bilatérale : « Le contingent qui est ici à Kisangani est différent des forces de l'EAC. Il s'agit pratiquement d'un partenariat entre les deux armées qui n'a rien à voir avec ce qui se passe sur le terrain des opérations ». Il félicite la population boyomaise « pour sa vigilance et l'exhorte à avoir toujours confiance en son armée qui n'a d'autres soucis que de lui donner la paix ». Au cours d'un point de presse, le 25 février, les organisations de la société civile se sont insurgées contre la présence des troupes kényanes à Kisangani. Selon leur porte-parole, la population de Kisangani étant traumatisée à la suite de bavures commises dans le passé par des militaires étrangers et des rebelles congolais ne supporte plus la présence d'hommes armés dans cette entité, en dehors des Fardc et de la police nationale congolaise.

Junior Monsele annonce sa candidature à la présidentielle 2023. Le président national du parti politique Energie nouvelle, a estimé que la RDC a besoin de dirigeants qui contribueront à son émergence et travailleront pour le bien-être de sa population. Il a également préconisé l'avènement d'une justice équitable et la promotion de l'agriculture pour lutter contre l'insuffisance alimentaire qui bat son plein en RDC.

Goma : les habitants soulagés après la réouverture du trafic sur les routes de desserte agricole. Cette décision du gouverneur d'autoriser la reprise de la circulation sur les différents axes entre autres ceux occupés par les rebelles vise à permettre à la population de s'approvisionner de part et d'autre des zones concernées. Cette nouvelle est au centre de toutes les conversations ce jeudi dans la ville de Goma, où les prix des denrées alimentaires avaient exponentiellement haussés. Déjà mercredi soir, une centaine de camions de marque Fusso

qui étaient bloqués depuis deux mois sur l'axe Mwesso-Kitshanga sont arrivés à Goma sous les acclamations des habitants, soulagés. La FEC/Nord-Kivu a suggéré au gouverneur de mettre en place un comité permanent chargé de contrôler les contenus des véhicules des marchandises afin d'éviter des infiltrations d'hommes armés dans la ville de Goma.

Sud-Kivu : plus de 100 maisons écroulées à la suite d'une pluie diluvienne à Baraka. Selon la société civile locale, cette averse a causé plusieurs autres dégâts matériels dont la destruction des cultures agricoles de cette partie du pays. Certaines familles sont sans abris aux quartiers Kibondjwa, Matata, Kalinga et Mwasombo. Ces ménages ont tout perdu et des rues et sentiers voire la piste d'atterrissage de Baraka sont inondés.

Développement de 145 territoires : lancement des travaux de ce programme au Kwango. Ce programme du gouvernement entend construire plus de 50 écoles primaires, 20 centres de santé et 5 bâtiments administratifs sur l'ensemble du Kwango. Chaque cinq territoire du Kwango sera doté de nouveaux bâtiments administratifs. Le vice-président de la société civile du Kwango, a estimé que ce projet devra en outre prendre en compte la réhabilitation des routes de desserte agricole et appuyer les paysans.

Kinshasa : une séance de prière organisée en faveur des femmes victimes de viols. Plusieurs acteurs de la société civile ont pris part à cette initiative surnommée « Mukwege day ». Cette séance a également célébré l'anniversaire de naissance du Dr Denis Mukwege et responsable de l'hôpital de Panzi, réputé pour sa prise en charge holistique des survivantes de viol au Sud-Kivu. A cette occasion, les participants ont relancé la pétition initiée pour encourager ce prix Nobel de la paix à se présenter à l'élection présidentielle de décembre prochain.

Maniema : les enseignants de Kibombo réclament leurs salaires de 2 mois auprès de la Caritas. Après leur assemblée, ces enseignants projettent une grève sèche si rien n'est fait jusqu'au 6 mars courant. Ces enseignants s'insurgent également contre la décision du gouverneur du Maniema de soutirer 1000 FC dans le frais de chaque élève du secondaire pour payer les enseignants assis.

Sud-Kivu : les élus provinciaux satisfaits que le gouvernement ait acté la déchéance de Ngwabidje. Les députés provinciaux du Sud-Kivu ont exprimé, mercredi 1er mars, leur satisfaction de voir que le gouvernement central prenne acte de la déchéance du gouverneur Théo Ngwabidje.

Ituri : Bintou Keita s'engage à mobiliser pour plus des ressources en faveur des déplacés. La cheffe de la Monusco a pris cet engagement à l'issue de la visite qu'elle a effectuée au camp des déplacés de Kigonze, au quartier Mudzipela à Bunia. Bintou Keita s'est rendu compte, à travers cette visite, de l'immensité des besoins de ces personnes ayant fui les atrocités des groupes armés dans leurs villages, il y a environ cinq ans. Il s'agit notamment des besoins liés à l'accès aux services de base et à la prise en charge alimentaire. « Il y a 9 000 enfants et il n'y a pas suffisamment de places dans les salles de classe et pour beaucoup de parents, ils sont inquiets sur l'avenir de leurs enfants ».

Ituri : environ 2600 déplacés en situation de précarité à Bukuku. La majorité de ces personnes ont fui les massacres survenus en janvier dernier dans leur village d'origine. Selon des sources locales, ces déplacés manquent de médicaments, de nourriture et d'eau potable dans leur lieu de refuge. Ce qui les pousse à utiliser les eaux du lac Albert pour leurs besoins ménager. L'unique centre de santé censé desservir ces déplacés n'est pas ravitaillé en médicaments. Ce qui expose, surtout les plus jeunes, à des maladies, expliquent-ils. Pour sa part, le chef du groupement Ngbavi, demande au gouvernement et à ses partenaires de sécuriser le littoral du lac Albert où des hommes en armes continuent à circuler librement. Ce qui facilitera le retour de ces personnes dans leurs villages où elles peuvent mener une vie normale grâce à leurs activités de commerce et de champ.

Kindu : la société civile dans la rue pour protester contre l'insécurité urbaine. Depuis quelques semaines, à chaque tombée de la nuit, des hommes armés font des incursions domiciliaires où ils volent, torturent et violent les occupants. « Nous avons demandé que le gouverneur dote au moins les services de sécurité des moyens importants et que le gouvernement central essaye d'augmenter les effectifs de policiers au Maniema ».

Crise dans l'Est : l'ONG CADA encourage Félix Tshisekedi à solliciter l'implication de Paris. « A son homologue français, le Président Tshisekedi devra susciter la franche implication de Paris dans le dénouement de la crise dans l'Est de la RDC. Kinshasa devra, sans ambages, exprimer ses attentes vis-à-vis de Paris », a fait savoir le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante. Il a regretté que la RDC soit victime de l'indifférence de la communauté internationale qui, pourtant, continue de soutenir le Rwanda.

Les Etats-Unis offrent une récompense de 5 millions USD pour toute information menant à l'identification du leader des ADF en RDC. Le programme de Récompenses pour la justice (RFJ) du Département d'État des États-Unis, qui est géré par le Service de sécurité diplomatique, offre une récompense d'un maximum de 5 millions USD pour toute information pouvant mener à l'identification ou la localisation du leader de Daesch-RDC, Seka Musa Baluku. Sous le commandement de Baluku, cette organisation continue de cibler, de tuer, de mutiler, de violer et de commettre d'autres actes de violence sexuelle et pratique des enlèvements de civils, y compris d'enfants. Le groupe recrute aussi et utilise des enfants pendant les attaques et les contraints au travail forcé dans le territoire de Beni en RDC. En mars 2021, le département d'État a désigné Baluku comme terroriste mondial expressément désigné (SDGT). En même temps, le département d'État a aussi désigné Daesch-RDC comme Organisation terroriste étrangère et SDGT.

Beni : la situation sécuritaire au centre des échanges entre la cheffe de la Monusco et les animateurs de certaines structures. Le maire de Beni, dit avoir fait part à la cheffe de la Monusco de l'évolution de la situation sécuritaire dans la région de Beni. « Nous lui avons expliqué que la sécurité commence à revenir. Elle nous a parlé aussi du mandat de la Monusco qui a été renouvelé. Elle travaille encore en partenariat avec le gouvernement congolais. Nous aussi, à notre niveau, nous avons l'obligation de soutenir, de continuer à travailler et d'aller de l'avant ». Pour sa part, le président du parlement des jeunes de Beni, a plaidé pour l'accompagnement du plan de transition de la Monusco pour une sortie responsable. Selon lui, un départ brusque de la mission de l'ONU peut être à la base de plusieurs difficultés dans la zone.

Sud-Kivu : 108 sapeurs-pompier nouvellement formés attendent des équipements pour « faire correctement leur travail ». « La protection civile existe depuis 1931 mais c'est un service qui n'a pas été développé. Mais avec la constitution de 2006, la prise en charge de ce service a été confiée à 50 % aux provinces et 50 % au niveau national. Alors pour le Sud-Kivu, nous sommes au niveau organisationnel d'abord, on est en train d'être implanté dans les territoires, dans les mairies ». La protection civile du Sud-Kivu sensibilise aussi la population pour qu'elle prenne des mesures idoines pour se protéger contre les autres catastrophes naturelles.

Tanganyika : arrêt des opérations dans certains centres d'enrôlement parce que des machines sont en panne. Plusieurs personnes risquent de ne pas obtenir des cartes d'électeurs avec cette situation. Certains centres, indique la société civile, ne fonctionnent pas depuis neuf jours. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni Tanganyika, indique que les machines qui tombent en panne sont directement réparées. Il rassure la société civile et lui demande de ne pas s'inquiéter à ce sujet.

Nord-Kivu : le gouverneur suspend la mesure de la réouverture des axes d'approvisionnement de la ville de Goma. Le gouverneur de la province du Nord-Kivu évoque l'incident survenu ce jeudi, premier jour de la reprise de la circulation. En effet, selon le communiqué du gouverneur, un chauffeur a été tué par les rebelles du M23 sur l'axe Rutshuru-Goma précisément à Katala et toute la marchandise pillée. C'est ainsi que la mesure a été suspendue pour mettre la population à l'abri du comportement de ces terroristes du M23/RDF, précise le communiqué du gouverneur.

Lubumbashi : Jacques Kyabula plaide pour la culture d'un climat de paix et de convivialité entre les institutions et les églises. L'archevêque et le gouverneur ont passé en revue plusieurs questions dont la situation qui a prévalu à l'archevêché la semaine dernière, relative à la présence des hommes en armes. Pour Jacques Kyabula, c'est le manque de communication qui a été à la base de tout ce qui s'est raconté autour de cet événement.

Vendredi 3 mars.

RDC : 148 ONG demandent à Emmanuel Macron de « condamner l'agression rwandaise et soutenir l'appel aux sanctions ». « Nous venons de rendre public le communiqué de presse dans le cadre de notre Réseau contre le terrorisme en RDC à l'occasion de la visite du Président français Emmanuel Macron à Kinshasa, pour lui demander de condamner l'agression rwandaise, de soutenir l'appel aux sanctions au niveau des Nations unies contre le Rwanda et ses dirigeants et aider la RDC à organiser sa légitime défense contre cette agression mais aussi contre les activités de plusieurs groupes armés qui écument la partie orientale de la RDC ». Selon le président de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), les signataires du communiqué estiment que, si à cette occasion le président Emmanuel Macron n'arrivait pas à faire ce qu'ils lui demandent, ils considéreront tout simplement que « sa visite n'avait rien à avoir avec les intérêts supérieurs du peuple congolais et nous demanderons notre gouvernement de revoir carrément sa coopération avec son pays ». **L'appel de François Hollande.** L'ancien président français dit aussi attendre d'Emmanuel Macron un grand discours lorsqu'il sera en RDC. Un discours en rapport avec la guerre qui déchire l'Est de la RDC, une guerre dans laquelle, « le Rwanda est directement impliqué ». L'ancien président français intervenait sur le plateau d'un

media français jeudi 2 mars. **L'artiste Valentin Mitendo appelle au renforcement de la coopération culturelle entre la France et la RDC.** Il plaide pour le renforcement des échanges entre artistes français et congolais. Il invite aussi le gouvernement de la RDC à accompagner ses artistes dans ces échanges. **Les enjeux économiques de la visite d'Emmanuel Macron en RDC.** Au moins 27 entreprises françaises sont présentes en RDC. C'est une présence encore limitée, reconnaissent des sources de la chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise. Concernant les échanges commerciaux entre la RDC et la France en 2021, l'hexagone a exporté vers la RDC pour 149,8 millions d'euros. Il s'agit essentiellement de produits des industries agroalimentaires, de biens d'équipements mécaniques, et de produits pharmaceutiques et chimiques. Tandis que la RDC a vendu pour 123 millions d'euros à la France, le niveau le plus élevé au cours des dix dernières années, selon la chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise. La France agit en RDC par plusieurs canaux dont l'agence française de développement, qui avait repris ses activités en RDC début 2004, après 13 ans d'interruption. **Visite de Macron à Kinshasa : plusieurs accords de coopération prévus entre la RDC et la France.** Attendu ce vendredi 3 mars à Kinshasa, le président français débute ses activités ce samedi avec sa rencontre en aparté avec son homologue congolais au Palais de la nation. Plusieurs questions sont au menu parmi lesquelles celles liées à l'agression rwandaise via le M23 avec ses conséquences humanitaires, la coopération bilatérale, les investissements, le nouveau partenariat équilibré avec l'Afrique et autres. A l'issue de cette rencontre, le ministre congolais des Finances et l'Agence française de développement (AFD) signeront un accord de coopération.

Beni : la présence des ADF signalée dans l'ouest du secteur de Ruwenzori. Selon la société civile locale, les bourgades d'Uwenimolya, Manzairole, Bahatsa des groupements Bolema et Malambo, ainsi que les localités de Hurara et Kyavikere sont les endroits où le mouvement de ces rebelles est signalé. Le coordonnateur de cette structure citoyenne, signale que, dans cette zone, se trouvent plusieurs champs de la population et il craint pour la sécurité de cette dernière. Il appelle à l'organisation de patrouilles des Fardc et ougandaise (UPDF).

Beni : la société civile demande à l'ONU de renforcer sa Brigade d'intervention pour neutraliser le M23 et les ADF. Selon ces organisations, si la Brigade d'intervention de la Monusco (FIB) neutralise ces groupes rebelles, cela va permettre à rétablir la confiance entre les Congolais et la mission onusienne. Les décideurs au niveau des Nations unies « devraient maintenant faire bouger les lignes pour que les choses changent ».

Un avion de SJL Aeronautica finit sa course dans les champs près de l'aéroport de Lubumbashi. « L'avion qui était déjà sur la piste, s'est penché d'un coup, du côté droit, comme s'il y avait une crevaillon. Et le pilote ne pouvait pas arrêter l'appareil. On a fini la course loin dans des champs ». Il y a eu quelques blessés.

Martin Fayulu accuse Kinshasa d'incapacité à mener la guerre contre le M23. « Le pouvoir de Kinshasa s'est montré incapable de décider de la fermeture de nos frontières, de la rupture des relations diplomatiques avec les pays agresseurs, pire de doter notre armée de moyens nécessaires pour défendre l'intégrité de notre pays ». Il a appelé notamment « le peuple congolais à exiger le retrait immédiat des troupes de l'EAC de notre pays ».

Kinshasa : les femmes leaders du Nord-Kivu lancent une campagne de plaidoyer pour la paix. Les femmes leaders du Nord-Kivu ont lancé, jeudi 2 mars à Kinshasa, « une campagne de plaidoyer sur la situation très volatile dans leur région, à cause de l'agression du Rwanda via le M23 ». Ces femmes, issues de différents secteurs de vie et communautés ethniques du Nord-Kivu, affirment que ce plaidoyer sera leur leitmotiv durant ce mois de mars, consacré par la communauté internationale à la lutte pour les droits de la femme. Elles demandent au gouvernement de privilégier la voie diplomatique et le dialogue pour mettre fin immédiatement aux hostilités, notamment par le respect par toutes les parties de l'accord de Luanda. Elles réclament aussi du conseil de sécurité des Nations unies des sanctions contre le Rwanda et ses dirigeants.

Sud-Kivu : plus de 120 décès dus à la rougeole en 2 mois. « La zone la plus touchée est la zone de santé de Kamituga, avec autour de 500 cas et les cas ne font qu'augmenter, malgré les interventions qui y sont menées ». Il y a également la zone de santé de Kitutu, qui a notifié aussi 144 cas au courant de cette semaine.

Goma : fermeture des routes de desserte agricole, les commerçants déçus du rétro-pédalage du gouverneur. A peine, 24 heures après avoir autorisé la circulation des véhicules marchands sur les routes d'approvisionnement de la ville de Goma qui sont sous occupation du M23, le gouverneur du Nord-Kivu est revenu sur sa décision à la suite de « la barbarie des rebelles » qui ont tué un chauffeur, selon le communiqué du porte-parole du gouverneur. Cette décision n'enchant pas les opérateurs économiques. Le porte-parole du gouverneur, regrette que l'incident se soit passé dans le territoire ennemi, où ils ne peuvent pas mener des enquêtes pour le moment.

Lucy Tamlym : « Les Etats-Unis soutiennent une RDC forte, stable et unifiée ». L'ambassadrice américaine en RDC, a également affirmé sa volonté de renforcer la coopération bilatérale entre Kinshasa et Washington, en accompagnant le processus électoral en cours. Elle a en outre plaidé pour le respect d'intégrité territoriale de la RDC qui, sans lequel il n'y aura pas de paix au pays.

Kwilu : le procureur général près la cour d'appel dément l'idée de libérer le prévenu « Serpent ». Cette autorité judiciaire a expliqué que le procès en flagrance de ce présumé bandit a été suspendu faute d'avocat pour l'assister. Il a fait savoir que les avocats craignent d'assister prévenu Gloria Tamuzi alias Serpent à la suite des menaces de l'assistance. Certains qui voulaient assister ce présumé bandit ont été victimes de menaces de la part de la population de Bandundu. Il a ainsi demandé à la population de faire confiance au tribunal.

Enrôlement des électeurs : dysfonctionnement des opérations à Bashu. Plusieurs problèmes sont à la base de cette situation dont l'insécurité, les pannes régulières des machines et la non prise en charge des agents de la Ceni. Du coup, la population se dirige dans d'autres agglomérations pour se faire enrôler. Les leaders locaux plaident par ailleurs pour le renforcement de la sécurité dans cette zone où chaque soir la population est obligée de passer la nuit dans la brousse pour sa sécurité.

Sama Lukonde : « L'agression de la RDC par le Rwanda porte atteinte à la biodiversité dans les parcs du pays ». Il l'a dit lors de son discours au Sommet consacré aux forêts du Bassin du Congo, tenu à Libreville (Gabon).

« Nous avons rappelé que les espèces protégées ont besoin d'évoluer dans les espaces où il y a la paix. Nos parcs aujourd'hui sont menacés. Notamment les parcs que nous avons dans l'Est de la RDC avec du braconnage. Parce que nous avons cette insécurité aggravée par le M23, appuyé par le Rwanda. Et nous estimons que ces questions-là doivent être aussi prises en compte ici. Nous avons rappelé que pour les différents processus dans lesquels nous sommes engagés, nous devons avoir le soutien de tous en vue de ramener la paix dans cette partie de la RDC qui a tant souffert de ces affres, de cette guerre injuste qui est imposée depuis maintenant plusieurs années ». A la tribune de ce forum, le chef du gouvernement a relevé le bien-fondé de la détermination du chef de l'État congolais qui tient à ce que son pays participe à tous les forums où se discutent les questions environnementales. Une des retombées de ce sommet est que la France a promis 100 millions d'euros pour améliorer les actions de préservation des forêts et de la biodiversité dans le Bassin du Congo.

Bukavu : environ 150 enfants démobilisés réunifiés avec leurs familles. Environ 150 enfants démobilisés et victimes des violences sexuelles à Bukavu (Sud-Kivu) ont été réunifiés, depuis quelques jours, avec leurs familles grâce au projet du Bureau pour le volontariat au service de l'enfance et la santé (BVES). Le directeur de cette organisation citoyenne, a indiqué que la visite de la cheffe de la Monusco, ce 3 mars, a marqué la fin de ce projet.

Il a également plaidé pour un départ non précipité de la Monusco au regard du travail et de son implication dans la protection des enfants de ce coin du pays. La représentante du secrétaire général de l'ONU en RDC a souhaité qu'un tel projet puisse continuer en faveur des enfants.

Samedi 4 mars.

Enrôlement des électeurs : pas de centres pour les déplacés de Rutshuru à Goma. Les déplacés du Rutshuru, originaires de Bambo, Bishusha et Bukombo, ne retrouvent pas, leurs centres d'enrôlement, à Goma (Nord-Kivu). Ils ont exprimé, vendredi 3 février, leur crainte de voir ainsi leur territoire sous-représenté à l'Assemblée nationale. Les notables de ces entités s'inquiètent du fait que 15 jours après le lancement des opérations dans ce coin du pays, leur population n'arrive pas à se faire enrôler. Ils redoutent que cette situation puisse réduire le nombre de sièges dans ce territoire du Nord-Kivu.

Kwango : des cas de tuberculose signalés dans la prison centrale de Kenge. Si certains détenus non encore examinés en présentent des symptômes, d'autres déjà dépistés sont placés sous traitement par l'équipe de la coordination lèpre et tuberculose. Le cadre de concertation provincial de la société civile a appelé à l'intervention des autorités compétentes. La prison centrale de Kenge, construite en 1935 pour une capacité de 35 détenus, en compte à ce jour 215. Ces derniers vivent dans une grande promiscuité. La société civile du Kwango dénonce aussi la dégradation des bâtiments et des portes vétustes de cette prison.

Emmanuel Macron entame sa visite à Kinshasa. Le Président de la République française, Emmanuel Macron est arrivé, tard dans la nuit de 3 mars à Kinshasa. Il a été accueilli par le Premier ministre Sama Lukonde. Emmanuel Macron débute ses activités ce samedi avec sa rencontre en aparté avec son homologue congolais au Palais de la nation. **Emmanuel Macron aux Congolais :** « N'accusez pas la France pour quelque chose qui dépend de vous ». « Depuis 1994, pardon de le dire dans des termes aussi crus, vous n'avez jamais été capable

de restaurer la souveraineté ni militaire ni sécuritaire ni administrative de votre pays. C'est une réalité. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur, dans cette affaire », a déclaré le président français, Emmanuel Macron, le 4 mars. Alors que l'opinion nationale attendait une condamnation ferme de l'agression dont la RDC est victime de la part du Rwanda via la rébellion du M23, Emmanuel Macron a choisi de placer les Congolais devant leurs responsabilités. Il a aussi appelé à la mise en place en RDC « d'une vraie justice, une justice transitionnelle, pour que celles ou ceux qui ont parfois tué soient jugés ». « **La RDC ne doit pas être un butin de guerre.** Le pillage à ciel ouvert de la RDC doit cesser. Ni pillage, ni balkanisation, ni guerre ne sera plus toléré en RDC ! », a déclaré le Président français, lors de la conférence de presse animée avec son homologue congolais Tshisekedi. Il a aussi réaffirmé l'engagement de la France à accompagner la RDC dans la lutte contre l'insécurité dans l'Est. Il promet aussi que les auteurs et violeurs du pacte de cessez-le-feu seront visés par les sanctions. « Je souhaite aujourd'hui que la France reste fidèle à son rôle d'alliée indéfectible de la RDC pour défendre son intégrité et sa souveraineté »

Félix Tshisekedi à Macron : « Regardez-nous autrement, en nous considérant comme des partenaires et non avec un regard paternaliste ». « La façon de voir les choses lorsqu'elles se passent en Afrique doit changer dans nos rapports avec la France en particulier, mais aussi avec l'occident en général. Je crois qu'il doit y avoir du respect dans les considérations que nous avons les uns vis-à-vis des autres. Nous n'avons aucunement l'intention de galvauder l'opinion de nos électeurs. Ça doit changer dans la manière de coopérer avec la France et l'Europe. Le processus électoral est entamé ». Pour le Chef de l'Etat congolais, le processus électoral est menacé par la guerre d'agression orchestrée par le Rwanda. Et la communauté internationale ne prend pas des dispositions pour sanctionner les auteurs de ces actes : « Nous avons tiré la sonnette d'alarme en insistant sur le fait que s'il y a risque de dérapage. Ce n'est pas à cause des autorités du pays ni des responsables de la Ceni. C'est simplement lié au fait que nous sommes un pays agressé par le Rwanda. L'agression qui a entraîné le déplacement massif des électeurs qui ne peuvent pas se faire enrôler parce qu'ils sont loin de leurs bases. Et à cause de ça, nous risquons de prendre du retard sur l'enrôlement... A ce stade, faut-il stopper le processus d'enrôlement des électeurs en attendant que la paix revienne, avec le risque que cela impacte sur le respect du calendrier ? Ou faut-il continuer le processus en ne prenant pas en compte les populations nombreuses, les déplacés de guerre ? C'est ça qui peut poser problème. Et si demain nous allons aux élections dans des conditions difficiles, vous allez parler de *compromis à l'africaine*, alors qu'aujourd'hui, les mêmes africains sont en train d'attirer votre attention sur cette ignoble et injuste agression due au fait du Rwanda et demandons même les sanctions, mais personne n'en parle ».

Tout est parti de l'expression « *compromis à l'africaine* » utilisé en 2018 par l'ancien ministre français Jean-Yves Le Drian et repris par une journaliste. Formule mal perçue par Kinshasa. Le Président Tshisekedi a voulu recadrer le débat. Ce qui a aussi suscité une réaction d'Emmanuel Macron. « Cette formule, on sait d'où elle est sortie. On sait le contexte électoral. Et il n'y avait pas de caractère de mépris dans la formule de Le Drian ».

Tanganyika : attaque des miliciens Twa au village Katolo. Le bilan de cette attaque armée fait état d'une femme blessée, des cases incendiées et des biens de la population pillés. Twa sont repartis après avoir commis leur forfait.

D'après l'administrateur du territoire de Kalemie, les militaires Fardc seront déployés dans la zone.

Mambasa: libération de 20 prisonniers bénéficiaires de la grâce présidentielle. La majorité des prisonniers libérés sont des militaires poursuivis pour : violation des consignes, perte d'armes, abandon de postes, vols simples et escroquerie. La société civile de Mambasa salue cette mesure, qui aide à désengorger tant soit peu cette prison, mais demande aussi aux autorités judiciaires d'accélérer le traitement des dossiers des détenus préventifs ; pour que ceux qui doivent être libérés le soit effectivement.

RDC-Rwanda : nouvel accrochage entre militaires de 2 pays. Il s'agit d'un échange de tirs entre les militaires rwandais et congolais dans la zone neutre entre les villes de Gisenyi et de Goma. Les Fardc commis à la surveillance de la frontière à ce niveau ont essuyé des tirs en provenance de militaires de RDF. Un militaire congolais de l'unité de la garde républicaine, a été tué par les militaires rwandais de RDF.

Le M23 s'engage pour un cessez-le-feu à partir du 7 mars à 12 heures. L'engagement de la direction du M23 résulte des contacts pris par la médiation angolaise avec ledit mouvement, conformément à la décision prise par le Mini-sommet sur la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs, tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, le 17 février 2023. Lors du mini-sommet tenu dans la capitale éthiopienne, les chefs d'État et de gouvernement ont mandaté l'Angola, en coordination avec le facilitateur nommé par l'EAC, l'ancien président Uhuru Kenyatta, pour maintenir le contact avec la direction du M23.

Dimanche 5 mars.

Bintou Keita déplore la détérioration de la situation sécuritaire qui fait des morts et des centaines de milliers de déplacés. Pour la cheffe de la Monusco, plus de 600 000 déplacés supplémentaires depuis mars 2022 dans le Petit-Nord du Nord-Kivu et plus de 1.500 000 déplacés en Ituri, alors qu'il y a moins d'accès pour les actions humanitaires relèvent d'une situation déplorable. « Notre soutien et nos bons offices se poursuivront pour que les armes cessent de crépiter dans les provinces déjà affectées par une crise humanitaire sans précédent et un accès limité des organisations humanitaires pour acheminer l'aide nécessaire aux déplacés ». L'objectif de sa tournée était de constater l'impact de la détérioration de la situation sécuritaire sur les milliers des personnes vulnérables et étudier les voies et moyens de surmonter les défis à la mise en œuvre du mandat de la Mission. **Sud-Kivu : le processus de transition de la Monusco se déroule normalement, selon le gouverneur.** Il a fait cette déclaration à l'issue de sa rencontre avec la cheffe de la mission onusienne en RDC, Bintou Keita qui bouclait une mission de deux jours à Bukavu. L'autorité provinciale a souligné l'importance de cette visite dans un contexte marqué par les discussions sur le plan de transition qui doit conduire au départ graduel et responsable de la Monusco. Pour Bintou Keita, cette visite a permis aussi de confirmer l'excellente coopération et collaboration entre la Monusco et les autorités provinciales du Sud-Kivu.

La Commission européenne et la RDC s'engagent à lancer des négociations pour un partenariat stratégique sur la chaîne de valeur des minerais. Dans un communiqué conjoint, la commission européenne et la RDC soulignent que ce partenariat constituera une opportunité de renforcer les liens entre les deux parties autour d'intérêts et d'objectifs communs, notamment la mise en place en RDC de la chaîne de valeur responsable des minéraux critiques. Les négociations sur le partenariat stratégique viseront, la signature d'un protocole d'entente (MOU) gagnant-gagnant dans ce domaine ainsi que l'établissement d'une feuille de route autour des projets de coopération et d'investissements, ajoute ce communiqué. Ce partenariat est à même d'accélérer la transition écologique dans l'Union Européenne et en RDC. Il fera progresser le développement durable dans ce pays.

Ituri : les femmes appellent à la paix et à la cohabitation pacifique des communautés. Des femmes de la province de l'Ituri ont lancé des messages de paix pour leur région, samedi 4 mars à Bunia, en marge de la journée internationale des droits de la femme, qui sera célébrée le 8 mars prochain. Elles disent « non » aux actes de violence ainsi qu'aux exactions meurtrières des groupes armés dont elles sont victimes depuis près de cinq ans dans cette province. Elles ont également dit « non à la guerre, stop aux violences sexuelles, à l'enrôlement des enfants, aux destructions des hôpitaux écoles ou marchés ». Elles ont aussi imploré les groupes armés « à avoir pitié des femmes ». A la suite de messages de ces femmes, le vice-gouverneur de la province de l'Ituri, a mis en garde les groupes armés qui endeuillent la province : « Tous ces gens-là qui s'évertuent à verser le sang des innocents, à tuer les femmes et enfants, des personnes vulnérables de troisième âge, vous ne resterez pas impunis».

Masisi : reprise des combats entre les Fardc et le M23 sur au moins 4 fronts. C'est autour de 6 h que des tirs ont été entendus dans les localités de Kingi, sur l'axe Sake-Kirolirwe-Kitshanga, dans les villages Malehe et Neenero sur l'axe Sake-Mushaki et aussi dans le village de Karuba sur l'axe Sake-Ngungu. C'est dans les collines surplombant la cité de Sake. Ces combats se sont poursuivis toute la matinée.

Uvira : deux civils et un militaire trouvent la mort dans des échauffourées. La nuit de samedi au quartier Kakombe, un militaire suspecté de vouloir cambrioler une maison a été appréhendé par des jeunes vigiles du quartier. Tentant de s'échapper, le militaire a tiré sur ces jeunes, tuant l'un d'eux. Les autres jeunes se sont rués sur ce militaire et l'ont tabassé. Grièvement blessé, il a été évacué à l'hôpital. Ce dimanche matin, à la suite de l'incident de la veille au soir, des jeunes en colère sont descendus dans les rues, pour dénoncer l'implication des soldats des Fardc dans des cas de vols nocturnes en ville. Pendant ces manifestations, a été agressé par les manifestants. Voulant se défendre, ce militaire a tiré dans la foule, tuant un jeune, avant de s'enfuir. Les jeunes ont couru après lui, lui ont ravi son arme avant de l'abattre à son tour.

La France soutient la feuille de route de la sous-région des Grands lacs pour la fin de la guerre dans l'Est de la RDC. Cette feuille de route consiste notamment en un cessez le feu des protagonistes, au cantonnement des combattants du M23 et le processus de leur désarmement et réinsertion, au déploiement des forces régionales et au retour d'une paix durable. La France sera «évidemment mobiliser pour aider au financement », de la mise en œuvre de ce plan, a fait savoir son président. Le chef de l'Etat Français a précisé que toutes les parties prenantes dont les présidents congolais Tshisekedi, le rwandais Kagame et l'angolais Lourenço ainsi que le M23 se sont mis d'accord pour que ce cessez le feu entre en vigueur dès mardi 7 mars. « Ceux qui le violeront, s'exposeront à la sanction de l'histoire », prévient Emmanuel Macron. **Le gouvernement décaisse 85 millions d'euros pour la construction de plus de 200 ponts.** Ce contrat a été signé, le 4 mars à Kinshasa, entre le directeur général de l'Office des routes et celui de l'entreprise française Matière SA. Les travaux de construction

prendront 3 ans. **L'ONG CADA juge « touristique » le déplacement de Macron à Kinshasa.** « Pour les Congolais, Emmanuel Macron devrait à l'instar des Etats-Unis d'Amérique par exemple, condamner directement et sans équivoque le Rwanda, en le citant et exigeant des sanctions et le retrait de ses troupes et celles du M23 de la RDC », a déclaré le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante, réunissant des Congolais vivant aux USA

Pour lui, Emmanuel Macron n'a pas non plus réussi son test pour mériter la confiance des Congolais et estime « qu'on ne peut pas parler du partenariat entre la France et la RDC dans ce climat de méfiance ».

Plus de 1200 étudiants bénéficiaires de prix d'excellence de la Fondation Rawji, en 10 ans. A travers cet acte de reconnaissance, les lauréats reçoivent un montant pouvant leur permettre de poursuivre leurs études post universitaires. Ce prix est remis aux étudiants congolais ayant réalisé au minimum 75% lors de la dernière année de licence ou maîtrise et étant âgé de 30 ans ou moins. La Fondation Rawji travaille également dans la construction et réfection des infrastructures scolaires, en accordant des allocations scolaires aux enfants de ses agents.

Développement de 145 territoires : lancement des travaux au Sud-Kivu. Piloté par le PNUD, ce projet consiste à la construction des infrastructures de base dont des Écoles, des centres de santé, des bureaux administratifs, des routes de desserte agricole et l'appui à la production agricole. Le gouvernement congolais a décaissé environ 80 millions USD pour l'exécution de ces travaux à travers les 8 territoires du Sud-Kivu.

Mbuji-Mayi : début des travaux d'installation des lampadaires solaires, pour l'éclairage public. Des lampadaires seront installés sur les avenues Kasa-Vubu, Mwene-Ditu, une partie du prolongement de l'avenue de l'Université et à quelques endroits du boulevard Laurent-Desire Kabila. Dans le cadre de ce projet, 400 lampadaires sont en train d'être installés sur 10.000 attendus par le gouvernement provincial du Kasai-Oriental.

Masisi : le responsable d'une coopérative agricole tué à Busumba. Des sources administratives locales attribuent cet assassinat aux présumés rebelles du M23 qui administrent ce coin du pays.

Lubero : un mort et un blessé dans les combats entre deux milices à Mutongo. Ces combats ont opposé les miliciens de l'AFPP/AP à ceux du groupe Yira qui se disputaient l'occupation d'une colline de cette contrée. Certains civils ont dû abandonner leurs habitations pour trouver refuge vers d'autres milieux jugés sécurisés.

Enrôlement des électeurs à la Tshopo : les sourds demandent l'accréditation des interprètes en langues de signes aux centres. Ils ont fait cette demande pour combattre la discrimination dont les sourds et malentendants sont victimes dans ce coin du pays. « Pour la première fois dans l'histoire de la Ceni, il y a eu une rencontre de sensibilisation avec les sourds et les malentendants pour leur expliquer le processus comment surmonter tous les défis de s'enrôler, connaître leurs préoccupations, les autorités électorales doivent travailler sur ça pour avoir un processus inclusif ». Plus de 350 sourds et malentendants ont pris part à cette sensibilisation.

Kinshasa: 31 acteurs de santé formés sur la prise en charge des maladies émergentes et ré-émergentes en Afrique. Débutée le 6 février à Kinshasa, cette session de formation a permis aux participants de mettre à jour leur manière de détecter des maladies émergentes et ré-émergentes et de réagir efficacement face à ces pathologies bien courantes sur le continent, afin de leur permettre de « travailler en synergie pour le développement de nos populations », a noté le directeur général de l'INRB. Le représentant pays de la JICA a loué l'esprit d'équipe, de cohésion, de collaboration qui a caractérisé les participants à ce forum, un mois durant. « Ils nous ont transmis des connaissances scientifiques sur la prise en charge des maladies émergentes. Mais également, ils nous ont assuré un encadrement social. Nous sommes désormais formés aux diverses techniques de diagnostics des maladies émergentes et ré-émergentes en Afrique...», a indiqué un participant. Avec l'appui de la JICA, l'OMS et de la BM, ces assises ont réuni des représentants de huit pays africains : Congo Brazzaville, République centrafricaine, Gabon, Cameroun, Tchad, Burundi, Guinée Conakry et la RDC.

Lundi 6 mars.

Kinshasa : Macron promet une aide de la France à la RDC évaluée à 34 millions d'euros. Le chef de l'Etat français a également exprimé la volonté de son pays de mettre en place un pont aérien humanitaire pour acheminer de l'aide humanitaire à Goma en faveur de déplacés. Pour Emmanuel Macron, cette aide est une réponse à la demande aux situations extrêmes, que vivent des familles de déplacés dans ce coin de la RDC en proie à l'insécurité. « Je vais ici remercier le commissaire européen Janez Lenarcic d'avoir amorcé cette solidarité européenne, qui se concrétisera dans les jours qui viennent par l'acheminement de plusieurs tonnes de

matériels humanitaires au profit des populations déplacées dans la région de Goma et dans toutes les régions qui ont été affectées par ces mouvements rebelles et ces groupes terroristes ».

Plus de 130 tonnes de matériel électoral acheminées en provinces par la Monusco. « Il faut noter à ce propos que notre soutien concerne les trois provinces dans lesquelles la mission est encore présente. Le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et l'Ituri ». Pour Bintou Keita, cet appui s'inscrit dans le mandat de la Monusco : « Notre mandat renouvelé par le Conseil de sécurité avec le consentement de la RDC en décembre, a pour priorités la contribution à la protection des civils, le soutien au P-DDRCS et l'appui à la réforme du secteur de sécurité. En plus de ces trois axes, la Monusco est également mandatée pour apporter un appui logistique dans le cadre du processus électoral, et va poursuivre ses bons offices et son soutien aux activités de la Ceni, pour des élections transparentes, crédibles, inclusives et apaisées, tenues dans le délai constitutionnel ».

Nord-Kivu : retour timide des déplacés à Masisi. Ces personnes retournent dans leurs localités après y avoir fui l'avancée des rebelles du M23. Elles avaient trouvé refuge, les unes à Nyabiondo et les autres dans quelques agglomérations du territoire de Walikale voisin. Ce retour est motivé par les conditions humanitaires précaires dans les milieux de refuge. Mais aussi par une certaine accalmie relative observée à Masisi-Centre. Cependant, plusieurs écoles de la zone restent toujours fermées. Et les activités commerciales tournent au ralenti.

Kisangani : la 2e conférence internationale sur la biodiversité dans le Bassin du Congo s'ouvre ce lundi. Elle vise à comprendre la protection de l'environnement dans le bassin du Congo et ses liens avec la biodiversité, la santé, le climat et les systèmes sociaux écologiques. Cette conférence scientifique, organisée par le Centre de surveillance de la biodiversité de l'Université de Kisangani et Capacités pour la biodiversité et le développement durable, (CEBIOS), va se clôturer le 10 mars. Elle réunit diverses structures nationales et internationales engagées dans la protection de l'environnement. C'est notamment le Programme des Nations unies pour la protection de l'environnement (CIFOR-ICRAF) et la coopération belge au développement.

Beni : les agriculteurs des Watalinga demandent un appui pour l'évacuation des produits agricoles. Le président de la mutuelle des agriculteurs de la chefferie des Watalinga, a indiqué que la population fait face à l'absence de routes de desserte agricole pour l'évacuation des produits agricoles vers les centres de consommation. L'insécurité également ne permet pas aux agriculteurs d'étendre leurs activités. Il plaide pour un appui aux agriculteurs.

Poursuite des combats Fardc-M23 à Masisi et Rutshuru. Les rebelles du M23, en provenance de Kishishe, auraient attaqué les troupes des Fardc basées à Kirima, dans la chefferie de Bwito, pour tenter de faire l'assaut sur Kibirizi. Après quelques heures d'échanges de tirs, les rebelles se seraient accaparés du village Kibingu, à environ 5 km de Kibirizi. Conséquence : l'agglomération de Kiribizi et le village Bwalanda se vident de leurs populations. Dans les groupements Mufuni-Karuba et Kamuronza, autour de Sake, des affrontements, qui ont commencé dimanche, se poursuivent encore ce lundi.

Goma : arrivée des troupes burundaises de l'EAC. C'est dans les après-midis de dimanche que l'avion transportant trente soldats burundais, pour la plupart des officiers, a atterri à l'aéroport international de Goma. Peu après, un convoi d'environ soixante-dix soldats, qui sont passés par le Rwanda, est entré par la grande barrière de Goma, avec la logistique militaire du contingent. Ces troupes burundaises, qui auront leur quartier général à Mubambiro, près de Sake, dès ce lundi, seront déployées sur l'axe Sake-Kirolirwe-Kitshanga, dans le territoire de Masisi. Sur place, elles devraient suivre le retrait sans condition du Mouvement du 23 mars à partir de ce 7 mars.

Sankuru : un chien enragé mord 11 habitants de 3 groupements. Ce chien en divagation s'est retrouvé sur la route, où il a commencé à mordre les gens. Ces personnes mordues sont soignées au centre de santé de Malela. Les jeunes et d'autres personnes ont pourchassé ce chien jusqu'à ce qu'ils l'aient abattu.

Kisangani : plus de 100 000 électeurs enrôlés en deux semaines, selon la Ceni. « Nous demandons aux retardataires de venir massivement et promptement ; parce que d'ici-là dans les deux semaines, ça sera la fin, ça sera la clôture, il ne faudra pas attendre les dernières minutes pour que vous puissiez obtenir votre carte d'électeur ».

Masisi : la rupture du trafic routier à la suite de l'occupation du M23 provoque une rareté des produits manufacturés. Cette rareté a naturellement provoqué la hausse des prix des produits manufacturés sur le marché.

Cette hausse des prix constitue encore une fois, un calvaire pour cette population locale, « qui est déjà meurtrie, déjà appauvrie, pour cette population renvoyée dans toute cette précarité humanitaire ». Le président de la

société civile de Masisi rapporte également le pillage des biens dans des agglomérations occupées par ces rebelles et celles qui ont connu le déplacement massif de leurs habitants.

Procès du député Mwangachoucou : ses avocats contestent la procédure de flagrance et les faits allégués.

Le député Mwangachoucou est poursuivi par l'auditeur militaire notamment pour haute trahison, atteinte à la sûreté de l'Etat et détention illégale d'armes et munitions de guerre présumées découvertes dans ses résidences de Goma et de Kinshasa, après des perquisitions. Président du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), ancienne milice armée du Nord-Kivu, transformée en parti politique en 2009, Édouard Mwangachoucou est suspecté depuis des années d'alimenter des rébellions avec les fonds provenant de la société minière de Bisungu dont il est le patron, selon le ministère public.

Nord-Kivu : ouverture ce lundi à Butembo de la première édition de la foire agro-industrielle et artisanale.

Cette activité, est organisée par l'entreprise Maarifa Global. « Nous voulons promouvoir cette catégorie d'entrepreneurs qui investissent dans la transformation des produits en base locale, parce que nous croyons que cela a un impact considérable sur le développement de la région. Ce qui nous a motivé c'est ce souci de contribuer tant soit peu au développement de notre pays et accompagner les entrepreneurs qui sont dans l'agro-industrie et l'artisanat », a expliqué son directeur. Pour les autorités administratives, il est important d'organiser régulièrement ce genre d'activités dans la ville de Butembo pour promouvoir et encourager l'entreprenariat local.

Maniema : installation des bureaux des inspecteurs de droits de l'homme à l'intérieur de la province.

Pour le coordonnateur national du bureau des inspecteurs des droits de l'homme/Maniema, l'installation de ces sous-coordinations permettront de relayer toutes les violations des droits de l'homme à l'intérieur des provinces. « Nous demandons aux nouveaux animateurs de se donner au travail mais aussi à la population de se confier aux nouveaux animateurs afin de relayer tout ce qui se passe dans le cadre des violations des droits ».

Beni : des officiers formés sur les investigations sur une scène de crime après l'attentat à la bombe.

Cette formation de cinq jours, est organisée par la composante police de la Monusco (UNPOL) à travers son unité de la lutte contre la criminalité.

Antonio Guterres exhorte le M23 à respecter le cessez-le-feu, afin de créer les conditions nécessaires à son retrait total et effectif de toutes les zones occupées à l'est de la RDC, conformément aux décisions du sommet de Luanda tenu le 23 novembre 2022, a indiqué ce lundi 6 mars, son porte-parole Stéphane Dujarric.

« Le Secrétaire général demande instamment à toutes les parties au conflit d'assurer un accès humanitaire immédiat et sans entrave à la population touchée, et de garantir la protection des civils et le respect du droit international humanitaire. Il appelle également tous les acteurs à s'abstenir de tout discours de haine et d'incitation à la violence ».

Le M23 est un groupe armé rebelle qui est accusé de nombreuses violences contre les populations civiles. Le gouvernement congolais, mais aussi différents rapports indexent le Rwanda d'appuyer ce groupe armé.

Kisangani : ouverture de la deuxième conférence internationale sur la biodiversité, dans l'amphithéâtre du campus central de l'Université de Kisangani.

Le secrétaire général au ministère de l'Environnement, Benjamin, qui a présidé la cérémonie, a recommandé aux conférenciers d'élaborer des projets devant concourir à l'amélioration des conditions de vie des communautés pour prétendre mieux lutter contre la dégradation de notre biodiversité. Pour sa part, la direction du Centre de surveillance de la biodiversité (CSB) de l'UNIKIS, un des organisateurs, insiste sur la maîtrise par les communautés des spécificités de la biodiversité du bassin du Congo. « Ce que nous attendons de cette conférence, c'est de conscientiser les chercheurs, les médias et tout le monde, sur la nécessité de protéger ce qui existe. Et on ne peut pas protéger ce qu'on ne connaît pas. Alors ici nous sommes en train de promouvoir la recherche sur la biodiversité dans le bassin du Congo », argumente Daniel Upoki.

Mardi 7 mars.

Combats FARDC-M23 : entrée en vigueur ce mardi à midi du cessez-le-feu.

C'est conformément à la promesse faite vendredi dernier par la hiérarchie de ce mouvement rebelle au président en exercice de la Conférence internationale pour la région des Grands lacs (CIRGL). Une délégation du M23 a séjourné, depuis mardi 28 février jusqu'à vendredi 3 mars à Luanda, sur l'invitation du président angolais Joao Lourenço. Le sommet d'Addis-Abeba, tenu le 17 février dernier, a mandaté l'Angola pour entamer des contacts directs avec le M23. Et ce, dans le but, de parvenir à un accord sur le cessez-le-feu et le cantonnement puis la démobilisation des forces du M23, qui à plusieurs reprises ont échoué. Pendant ce temps, le M23 et ses parrains ont multiplié,

depuis dimanche, plusieurs attaques contre les positions des Fardc en territoires de Masisi et Rutshuru et à l'issue desquelles ils ont occupé de nouvelles entités. Les rebelles du M23, occupent l'agglomération de Kibirizi et autres villages environnants depuis lundi 6 mars à l'issue des combats débutés tôt le matin contre l'armée congolaise. **Masisi : des bombes lancées par le M23 font un mort et des blessés.** Une personne a été tuée et 6 autres blessées lors des explosions des bombes enregistrées lundi 6 mars en début de soirée à Sake et Mubambiro, 27 km de Goma (Nord-Kivu). Le porte-parole des Fardc dans le Nord-Kivu, dénonce à nouveau une violation du cessez-le-feu par les rebelles du M23 et l'armée rwandaise qui auraient visé les positions des Fardc mais aussi le contingent burundais récemment déployé et un camp des déplacés. Au moins 6 explosions ont été enregistrées dans différents quartiers notamment au quartier Virunga (chez maman Zaina) dans un site des déplacés.

Les sociétés civiles du Maniema et Sud-Kivu appellent à la relance de la société Banro, à Kamituga, Luguswa (Sud-Kivu) et Namoya (Maniema). Les 4 sociétés du Groupe Banro dans leurs provinces sont inactives depuis 2019. D'après les présidents de la société civile du Maniema et Sud-Kivu, le Groupe Banro est assigné en justice depuis le 9 décembre 2022 au tribunal de commerce de Kinshasa/Gombe par un créancier. Strategos Mining and Exploration Group se présente comme repreneur depuis 2021, « mais il n'a jamais mis les pieds sur les sites de Luguswa et Kamituga. Ils n'ont même pas commencé la moindre réhabilitation de la mine active de Namoya; les quatre sociétés du Groupe Banro ont intenté une action en suspicion légitime en 2022. Mais la situation juridique demeure bloquée à la cour d'appel de Kinshasa-Gombe depuis plus de 60 jours ».

Kinshasa : poursuite ce mardi du procès en flagrance contre le député Mwangachuchu. Le procès en flagrance contre le député Edouard Mwangachuchu se poursuit, ce mardi 7 mars à Kinshasa, devant la Haute Cour militaire avec l'examen du mémoire de ses avocats.

Maniema : la fondation Docteur Munyangi offre des bourses à 10 étudiants de l'UML/Kalima. Offertes pour l'année académique en cours, ces bourses couvrent les facultés d'agronomie ainsi que mines et géologie. D'après le coordonnateur de cette fondation, le choix de ces deux facultés dans l'octroi des bourses s'explique par le fait que ces disciplines tendent à disparaître à cause d'un effectif insuffisant des étudiants. Les bénéficiaires sont les lauréats d'un concours de sélection organisé dans l'Université Moyen Lualaba (UML)/Kalima, territoire de Pangî.

Goma : une centaine de déplacés du camp Kanyaruchinya manifestent contre le manque de nourriture. Un lot de vivres et d'autres biens, estimé à 800 tonnes destinés aux déplacés se trouvant dans la région de Goma a été remis le 18 février dernier officiellement au gouverneur militaire. Une partie de cette aide aurait été distribuée aux déplacés du site de Bushagara, mais d'autres sites n'en ont jamais bénéficié. Entre temps, des personnes commencent à mourir de faim dans ces sites, affirme-t-il. Certaines sources indiquent qu'une commission sera mise en place pour accorder une réponse à ces revendications dans les sites concernés.

Tanganyika : 4 morts dans une incursion des miliciens Twa à Kanje-Africa. Ils ont grièvement blessé neuf autres personnes de cette localité. Le chef milicien Liwa s'est rendu dans ce village pour venger son adjoint porté disparu. Face à cette insécurité, le ministre provincial de l'Intérieur a insisté sur la nécessité d'instaurer rapidement le programme DDRCS dans la province du Tanganyika.

Uvira : manifestation ce mardi des jeunes après le meurtre d'un civil. Selon le président local de la Nouvelle société civile congolaise (NSCC), ces derniers accusent les militaires d'être à la base de l'insécurité à Uvira. Le dernier cas remonte à la nuit de lundi à ce mardi, où un jeune a été abattu par des personnes non identifiées alors qu'il se trouvait à son domicile au quartier Kavimvira. Ce matin, des jeunes en colère réclamaient la relève de l'unité des Fardc, déployée dans la ville. Les forces de l'ordre et de défense ont pu les disperser et dégager les routes. Cet incident survient après des échauffourées, samedi et dimanche derniers, impliquant des jeunes et des militaires des Fardc.

La RDC et la Zambie réfléchissent pour désengorger le poste frontalier de Kasumbalesa. Pour le ministre du Commerce extérieur « il sera question de trouver des solutions définitives pour favoriser la fluidité du commerce à ce poste frontalier stratégique pour le pays ». Chaque jour plus de 300 camions traversent cette poste en importation et plus de 300 autres en exportation. De la RDC, ce sont principalement les produits miniers qui sont exportés et de l'Afrique australe ce sont notamment les biens manufacturés et les produits pétroliers. Ces longues files d'attente des remorques à la frontière, sont dues notamment au nombre sans cesse croissant des camions qui font le trafic entre la RDC et les pays de l'Afrique Australe et à l'étroitesse des parkings. D'autres évoquent la lenteur administrative à la douane qui est accentuée par plusieurs interruptions de connexion internet pour les formalités administratives à remplir avant toute traversée. A cela, s'ajoute aussi l'horaire de travail. A

Kasumbalesa, la douane ouvre ses portes à 6 h00' pour les refermer à 18h 30'. Toutes ces difficultés mises ensemble ne permettent pas la fluidité du trafic. Les opérateurs économiques ont toujours demandé que la douane soit ouverte 24 h sur 24 h comme c'est le cas à la frontière entre le Zimbabwe et l'Afrique du Sud à Beit bridge.

Maniema : plus de 2600 cas de violences sexuelles enregistrés en deux mois à Salamabila (MSF). « De manière générale ce que l'on voit à Salamabila en particulier, c'est un nombre de cas de violences sexuelles qui est extrêmement élevé. On parle de 96% de femmes et à peu près 4% d'hommes et ce sont des chiffres qui tournent sur environ 80 à 85 patients que MSF reçoit dernièrement et prend en charge par semaine ». Cette ONG assure une prise en charge des victimes et mène également une sensibilisation contre ce fléau au sein de la communauté.

Enrôlement des électeurs : dysfonctionnement de plusieurs centres à Mambasa. D'après la société civile du groupement Baviba, les machines déployées par la Ceni dans cette entité sont insuffisantes pour enregistrer plus de vingt mille requérants. Au village Olongba, une seule machine ne suffit pas pour enrôler quarante personnes par jour. Sur l'axe Komanda-Mambasa et Komanda Luna, presque tous les centres d'enrôlement ne sont plus opérationnels. Celui de Mungamba est déjà fermé depuis une semaine. Les habitants de cette contrée se rendent dans le territoire voisin de Mambasa pour se procurer leurs nouvelles cartes d'électeur.

Nord-Kivu : poursuite ce mardi des combats malgré le cessez-le-feu annoncé par le M23. Dans le territoire de Masisi, les rebelles du M23 et leurs soutiens rwandais ont reconquis la localité de Karuba, qui est un important centre d'approvisionnement en produits agricoles, à une quinzaine de km de Sake, sur l'axe Ngungu. Ces rebelles avanceraient même actuellement vers les collines surplombant Shasha, sur la RN2, Goma-Sake-Minova, affirment les sources contactées à Sake. Toutefois, ils font face à une forte résistance de l'armée sur cet axe de Shasha. En milieu de la journée, les rebelles ont sorti leur communiqué annonçant l'effectivité du cessez-le-feu dès ce mardi 7 mars 2023 à 12h00 h de Bunagana. Un engagement que le M23 ne respecte pas. **Nord-Kivu : la société civile de Kamurhonza condamne les bombardements des objectifs civils par le M23,** violant ainsi les principes du droit humanitaire qui exige des belligérants de s'attaquer aux seuls objectifs militaires. La société civile de Kamurhonza affirme que ces agissements lâches des rebelles du M23 ont occasionné des dégâts humains et matériels graves. Sur les sept bombes larguées sur la cité de Sake, trois sont tombées à Mubambiro, un dans un camp de déplacés, deux au quartier Kaduki et une autre au quartier Bikali, précise la société civile. Le bilan de ces actes terroristes est de deux morts, ainsi que six blessés graves.

Vatican : le cardinal Ambongo reconduit parmi les 9 cardinaux, conseillers du Pape. Le mandat du précédent C9 ayant expiré. Il a ensuite nommé les membres de la nouvelle équipe chargée de l'appuyer pour réformer la curie et gouverner l'Église universelle, rapporte Vatican News. Les membres du nouveau C9 sont les cardinaux Parolin, Végez Alzaga, Fridolin Ambongo, Gracias, O'Malley, Omella, Lacroix, Hollerich et da Rocha. Le secrétaire du C9 est désormais Mgr Mellino. La première réunion du nouveau Conseil est fixée au 24 avril.

Un jeune de Bunia fabrique une moto électrique. C'est dans l'atelier mécanique de son garage Okapi Logistique à Bunia que Nicolas Claeys a monté cette moto écologique ; car son fonctionnement ne dépend pas des produits pétroliers habituels qui sont polluants. L'engin est connecté à une batterie électrique rechargeable et peut parcourir jusqu'à 250 km avec trois personnes dessus, y compris le conducteur. Ce premier prototype, déjà frappé du logo orange d'Okapi Logistique, roule bien et fait moins de bruit. Son concepteur indique qu'il s'agit encore d'un projet pilote, qui a pour but de réduire la consommation en carburants.

Le CEBIOS salue la présence du gouvernement aux côtés des scientifiques et partenaires dans la préservation de la biodiversité. Neuf ans après la tenue de la première édition de la conférence internationale sur la Biodiversité dans le bassin du Congo, Capacités pour la Biodiversité et le développement durable (CEBIOS), organisateur de ce grand forum se réjouit des avancées enregistrées du côté du gouvernement de la RDC. « En ce moment on voit une implication forte de votre gouvernement. Au moins, ils sont très présents dans cette conférence et ils s'impliquent davantage et donc les demandes et les questions qu'on se posait sur le rôle du gouvernement de la RDC ont trouvé des réponses positives. Et on est très content parce que ça nous donne de l'espoir pour l'avenir de la biodiversité dans le bassin du Congo et surtout celui de la RDC », a expliqué Éric Verheyen, coordinateur du laboratoire moléculaire de l'Institut Royal des Sciences naturelles de Belgique. « Les peuples qui ont besoin des ressources renouvelables de la forêt pour survivre, on ne peut pas leur dire que ce n'est pas bon. Ils ne peuvent plus le faire, ça c'est clair. Donc il est question de développer des activités alternatives dans ces régions où les gens peuvent avoir des revenus et se procurer des produits sans devoir piller la forêt », ajoute-t-il.

Mbuji-Mayi : lancement du projet TRANSFORME pour améliorer la croissance et la création d'emplois.

Ce projet a pour objectif d'améliorer la croissance et la création d'emplois des Micros, petites et moyennes entreprises nouvelles et existantes appartenant aux jeunes et aux femmes dans les villes de Bukavu, Bunia, Goma, Kananga, Kinshasa et Mbuji-Mayi. TRANSFORME s'appuie sur quatre composantes : soutenir l'esprit entrepreneurial résilient, promouvoir l'inclusion financière, l'accès viable au financement pour les femmes entrepreneures et développer l'écosystème de l'entrepreneuriat. Le ministre de l'Entrepreneuriat, petites et moyennes entreprises a indiqué que la Banque mondiale a mis à la disposition de la RDC 300 millions USD.

Ensemble pour la République dénonce la « planification de la fraude à grande échelle dans le processus électoral en cours ». Le parti de Moïse Katumbi dénonce aussi des « manœuvres insidieuses et prend bonne note de l'incapacité du régime en place de doter la Ceni des moyens nécessaires pour organiser les élections dans les délais constitutionnels. Il prend acte des accusations publiques graves du président de la Ceni contre le Gouvernement qui refuse de doter cette institution des frais de fonctionnement, des frais des opérations électorales depuis plus de six mois. « Il invite les Forces vives de la Nation (partis politiques, confessions religieuses, syndicats, associations culturelles et sportives) attachées aux valeurs républicaines et démocratiques, à exiger un processus électoral transparent, inclusif et crédible ainsi que l'organisation des élections dans les délais constitutionnels ». **Situation sécuritaire et économique difficile.** En dépit de la promesse du Président Félix Tshisekedi, tenue depuis 4 ans, d'établir son état-major à l'Est du pays afin d'éradiquer toutes les forces d'agression étrangères et tous les groupes armés supplétifs congolais en Ituri et dans le Nord-Kivu et malgré l'instauration de l'état de siège dans ces provinces depuis le 21 mai 2021, Ensemble rappelle que « cet état-major n'a jamais été établi et la situation sécuritaire se détériore de plus en plus dangereusement dans l'ensemble du pays ». Le parti de Moïse Katumbi note que situation socio-économique du pays n'échappe pas au marasme généralisé malgré « une embellie financière singulièrement vantée » par le régime. Plus de 60% des jeunes Congolais sont condamnés dans le chômage des masses. « Des agents et fonctionnaires de l'Etat croupissent avec des salaires de misère. Des policiers, militaires, enseignants, professeurs d'université, médecins et infirmiers sont condamnés de travailler et de vivre dans des conditions exécrables... alors que des dirigeants des institutions politiques voguent dans un train de vie insolent... », conclut le communiqué.

Mercredi 8 mars.

La journée de la femme centrée sur l'éducation numérique égalitaire pour la paix. Pour la ministre du Genre, Famille et Enfants, le but est de célébrer la Journée Internationale des droits de la Femme avec la perspective de disposer d'un cadre de dialogue entre le Président de la République et les femmes de toute la RDC. De son côté, ONU femme a lancé le 2 mars courant, une campagne de digitalisation pour la dissémination dans le cadre du projet d'appui au développement des petites et moyennes entreprises (PADMPME). Ce projet a remis à cette occasion 1200 téléphones androïdes aux femmes entrepreneures et encodeuses pour la sensibilisation mais aussi pour la collecte de données désagrégées sur l'entrepreneuriat féminin en RDC. Pour le thème retenu cette année au niveau national, les défis majeurs à relever demeurent entre autres, la sensibilisation des femmes et des filles au monde numérique, l'accompagnement des initiatives entrepreneuriales des filles et des femmes dans le monde digital ainsi que l'amélioration des compétences numériques des jeunes filles dans tous les domaines.

Attentats à la bombe à Beni : l'armée présente 2 présumés ADF et 22 de leurs collaborateurs. Ces assaillants sont tous de la nationalité congolaise. Les attaques à la bombe artisanale du 15 janvier 2023 dans l'église de la 8e CEPAC de Kasindi-Lubiriha et du 25 janvier au quartier Macampagne de la ville de Beni, avaient tués 17 civils et en avait blessés de nombreux. Toutes ces personnes seront traduites en justice pour y répondre de leurs actes.

Attaque du cortège de Salomon Idi Kalonda à Kindu : 15 suspects placés sous mandat d'arrêt provisoire.

L'avocat du parti politique Ensemble pour la République dit saluer le professionnalisme des services de sécurité : « On a initié une plainte contre inconnu. Mais, la justice a mis la main sur quatorze personnes, qui sont en détention. Il y a un des malfrats qui se nomme Coco qui est le chargé de sécurité du gouverneur qui a été (placé sous mandat d'arrêt provisoire). Il a été cité par un certain Jacques Boer, comme étant le commanditaire de cette attaque. Jacques Boer est parmi les gens à qui on a donné de l'argent pour attaquer le conseiller spécial Salomon Idi Kalonda ».

Kongo-Central : 3 corps sans vie découverts en une semaine à Kwilu-Ngongo. Il s'agit d'une troisième découverte macabre dans cette partie du Kongo-Central en l'espace d'une semaine, selon des sources locales. La victime de quatorze ans a été sauvagement violée, avant d'être tuée par des personnes non encore identifiées.

Affaire Mwangachuchu : les avocats du prévenu demandent à la Haute cour militaire de se déclarer incompétente. Les avocats du député national Édouard Mwangachuchu Hizi, jugé en flagrance par la Haute Cour militaire pour "haute trahison", ont plaidé mardi 7 mars contre cette procédure. Ils demandent également à cette juridiction de se déclarer incompétente et de libérer leur client. Le ministère public de son côté rejette cette thèse.

Cette juridiction militaire rendra le 14 mars son arrêt avant-dire droit sur le mémoire développé par la défense au cours de cette audience publique.

Nord-Kivu : violents combats entre les Fardc et le M23/RDF à Rutshuru et Masisi. Depuis 6 h, les combats ont encore repris ce mercredi dans le village Ngingwe, au Sud de Karuba, dans le groupement Mupfuni Shanga. Des sources locales pensent que les rebelles auraient l'intention de couper la RN2, entre Sake et Minova au niveau de Kirotshe. Toute la matinée, l'armée congolaise et les groupes armés locaux d'autodéfense résistent, cependant, à cette tentative, renseignent les sources concordantes.

Marche des femmes pour la paix à Bukavu. Des milliers des femmes sont descendues dans les rues de Bukavu. Femmes politiques, femmes entrepreneures, commerçantes et jeunes filles ont marché pour célébrer la journée dédiée aux droits de la femme. Elles demandent au chef de l'Etat, « d'user de tous ses moyens afin de restaurer l'intégrité territoriale de la RDC. D'encourager la mise en place des mécanismes de la justice transitionnelle, des réformes et de réconciliation, en l'occurrence la partie Est du pays, qui a subi des crimes commis à grande échelle».

« La femme de l'Est ne se lasse de lancer des cris de détresse à la communauté internationale d'appuyer sur le bouton pour stopper cette guerre économique et injuste qui n'a que trop duré », poursuit le document.

« **Le 8 mars est une journée de deuil et non de fête** », selon Denis Mukwege. Pour Denis Mukwege, les femmes sont encore considérées comme des citoyennes de seconde zone et ce sont elles qui paient le lourd tribut de la violence armée dans l'Est du pays. C'est ainsi qu'il les a invitées à réclamer plus de sanctions contre l'agresseur rwandais, mais surtout à se prendre en charge surtout dans le contexte électoral actuel. « Pour changer de paradigme, les femmes doivent se mobiliser pour participer en masse à tous les scrutins à venir. Cette mobilisation permettra d'avancer vers la parité dans les institutions de la République et de favoriser la pleine participation des femmes à toutes les questions de la vie publique », estime Denis Mukwege. Il a demandé aux femmes de s'organiser pour l'observation des élections à tous les niveaux et à devenir les sentinelles de la démocratie.

Félix Tshisekedi plaide pour une société paritaire et égalitaire, sans discriminations basées sur le genre. « Les jeunes filles et les femmes ont trop souvent été reléguées à un rôle secondaire au sein des familles qui se traduit notamment par la réduction voire l'annihilation de toutes les perspectives et d'émancipation leur offertes », Ces attitudes et croyances consacrent indument l'inégalité et l'exploitation de la femme. Il plaide pour la rupture avec cette « culture d'indignité » et d'ouvrir les horizons d'une société « paritaire et égalitaire », notamment l'accès des filles, jeunes filles et femmes à l'éducation et aux droits fondamentaux.

Ituri : la Monusco salue les efforts des femmes dans la recherche de la paix. « Dans la province de l'Ituri, les associations féminines jouent un grand rôle dans la résolution des conflits où des femmes s'investissent dans le processus de paix », a affirmé le chef de bureau de la Monusco en Ituri. Il a rappelé que certaines ont eu à contribuer à la libération des otages par des groupes armés en Ituri. La Monusco va « continuer à travailler avec ces femmes et faire des plaidoyers » dans les communautés pour la scolarisation des jeunes filles, la prise en compte de la parole des femmes, leur participation à l'espace politique ou à l'espace de décision.

Beni : des ADF tuent 5 cultivateurs dans la chefferie de Bashu. Les victimes sont des cultivateurs, exécutés dans leurs champs à l'arme blanche par ces assaillants. Tout en déplorant cette attaque, il plaide pour l'élargissement des opérations militaires conjointes Fardc-UPDF dans la région, en vue de mettre fin à l'activisme des ADF.

Nord-Kivu : le gouverneur invite la population à ne pas s'en prendre aux militaires de l'EAC. « Les différents contingents déployés au Nord-Kivu, dans le cadre de l'East Africa Community Regional Force, le sont en exécution des accords conclus lors des assises de Luanda, des pourparlers de Nairobi et Addis-Abeba, par tous les chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est, dont fait partie notre pays, dans l'objectif d'une solution de paix, face à la guerre d'agression qui sévit dans notre pays ». L'autorité provinciale, demande avec insistance à la population, d'éviter les attaques orientées contre les différents contingents de ladite force, afin de « ne pas tomber dans les différents pièges tendus par l'ennemi ».

Beni : l'insécurité perturbe le travail des femmes qui contribuent à la survie des familles. Malheureusement, ces femmes dévouées, pour la plupart agricultrices, ne savent plus mener leurs activités à cause de l'activisme des rebelles des ADF dans la région. Ce qui impacte négativement la survie des ménages, une employée de la Monusco à Beni. « Chaque matin quand je vais au travail, je croise des femmes et des enfants qui se rendent aux champs. Le soir, ils rentrent avec des paquets de vivres et des fardeaux de bois de chauffe. Ceci veut dire que les femmes de Beni sont fortes. Un acquis que nous devons conserver et entretenir. Ce qui décourage ces femmes, c'est le fait qu'elles sont exécutées ou violées par des ADF dans les champs. C'est ainsi que nous tous, sommes censés tout mettre en œuvre pour éradiquer ce phénomène ». L'apport de la femme est considérable dans tous les domaines de la vie dans la région de Beni, a pour sa part déclaré le représentant du maire de la ville à l'ouverture des activités relatives à la journée consacrée aux droits de la femme ce 8 mars. Pour lui, la femme de Beni doit aller de l'avant avec le soutien de l'autorité locale.

Jeudi 9 mars.

Kinshasa : peine capitale requise contre les présumés meurtriers de l'ex-ambassadeur italien. Le ministère public a requis, mercredi 8 mars, la peine capitale contre les présumés meurtriers de l'ex-ambassadeur d'Italie en RDC, Luca Atanasio, son garde du corps italien, Vittorio Lacovaci et son chauffeur congolais du PAM, Mustapha Milambo. Il a prononcé ce réquisitoire à l'audience tenue au tribunal militaire de garnison de Kinshasa-Gombe, à la prison militaire de Ndolo, commune de Barumbu. Sur les 6 prévenus jugés pour ce meurtre, 5 comparaissent et 1 est en fuite et jugé par défaut pour des faits commis en février 2021 au Nord-Kivu. « Les victimes ont été kidnappées, trainées en profondeur dans la forêt avant d'être exécutées par balles ».

8 mars au Maniema : dix femmes-mères en formation en coupe et couture à Kalima. A l'initiative de l'Association Alliance Kivu Congo (AAK), cet atelier s'inscrit dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes. Ces dix femmes seront formées pendant six mois. L'objectif de ce projet est de contribuer à la stabilisation et à la cohésion sociale dans la commune rurale de Kalima à travers les activités d'autofinancement des jeunes femmes, filles-mères et hommes par la création de l'emploi susceptible de produire un revenu. D'autre part, l'initiative de création de petites unités de production permet aux jeunes et femmes de créer de l'emploi d'une façon permanente et régulière. Cette formation bénéficie de financement de l'Alliance Kivu Belgique. **Les femmes du Nord-Kivu appellent les autorités à s'investir pour le retour de la paix.** Elles ont lancé cet appel lors de la célébration de la journée internationale des droits des femmes, à Goma. Une journée célébrée dans un climat d'incertitude, de chagrin et d'amertume à suite de la guerre qui secoue la province du Nord-Kivu. Habillées en tenue noire pour exprimer le chagrin et l'amertume, les femmes du Nord-Kivu n'ont juré que par le rétablissement de la paix totale et durable dans leur province. Prenant la parole, le vice-gouverneur de province a reconnu que le Nord-Kivu traverse « des moments horribles pendant lesquels les femmes, les filles et les enfants sont les premières victimes de la barbarie humaine ». **Des femmes de Goma exigent le départ des troupes de l'EAC de la RDC.** Elles l'ont recommandé lors du lancement des activités du mois de la femme, dénonçant l'incapacité de ces forces d'anéantir les rebelles du M23 qui écument le Nord-Kivu. Le porte-parole du gouverneur a appelé la population de cette province de ne pas s'en prendre aux unités de la force de l'EAC : « les différents contingents déployés au Nord-Kivu, dans le cadre de l'EAC, le sont en exécution des accords conclus lors des assises de Luanda, des pourparlers de Nairobi et Addis-Abeba, par tous les chefs d'Etat de l'Afrique de l'Est, dont fait partie notre pays, dans l'objectif d'une solution de paix, face à la guerre d'agression qui sévit dans notre pays ». Il invité la population au calme et à l'accompagner les contingents de l'EAC dans l'exécution de leur mission sur le sol congolais.

Ituri : la Monusco dément avoir initié le dialogue entre les membres d'une communauté. Son chef de bureau en Ituri, a apporté ce démenti à la suite des accusations de certains leaders communautaires de cette province. Il a cependant précisé que la mission onusienne soutient les initiatives des autorités locales et des communautés dans le but de renforcer la cohésion sociale dans ce coin du pays et est d'avis que le dialogue reste l'un des moyens, à côté des efforts militaires, susceptibles de ramener une paix durable en Ituri.

Kinshasa : 22 personnes formées sur la rédaction d'articles sur Wikipedia. Dispensée par Wikimédia RDC, cette session a été organisée par l'ambassade de Suède en RDC en marge de la 3e édition de l'événement « Wiki Gap ». Initié en 2018 par le ministère suédois des Affaires étrangères et Wikimédia Suède, Wiki Gap a pour objectif de fournir une plateforme aux volontaires qui souhaitent contribuer à la réduction du gap entre les genres sur Wikipédia. Les bénéficiaires de cette édition, issus de différents domaines, ont été formés sur la rédaction des articles à publier sur Wikipédia.

Guerre dans l'Est : le parti Energie nouvelle interpelle les autorités congolaises et la communauté internationale. Ce parti politique a célébré ce 8 mars, sous le signe de la solidarité envers les victimes de la

guerre, particulièrement les femmes, les jeunes filles et les enfants qui payent le lourd tribut des atrocités qui déstabilisent et endeuillent la partie Est de la RDC. Il a également exhorté ces victimes « à ne pas perdre espoir ».

Beni : 44 civils tués dans une attaque des rebelles ADF à Mukondi, situé le long de la route Beni-Butembo. Ces assaillants ont également incendié plusieurs maisons lors de leur incursion. Ils seraient venus de la vallée de Mwalika, dans le secteur de Ruwenzori, fuyant les opérations militaires conjointes Fardc-UPDF. La coordination provinciale de la société a fustigé le fait que l'attaque des ADF ait lieu dans une zone où sont cantonnés des ex-miliciens du groupe UPLC qui, depuis plusieurs années, attendent leur désarmement et démobilisation. **Attaque des ADF à Mukondi : l'armée avance le bilan de 35 personnes tuées.** Le porte-parole des opérations Sokola 1 grand Nord précise ce 9 mars que ces compatriotes ont été exécutés avec des machettes. Mais selon la société civile, 44 civils ont été tués et de nombreux autres grièvement blessés dans cette attaque des rebelles ADF.

Rutshuru : 6 villages du groupement Mutanda vidés de leurs habitants à la suite des combats Fardc-M23. Entre-temps, une accalmie est observée ce jeudi matin sur différentes lignes de front opposant l'armée congolaise à ces rebelles, appuyés par le Rwanda. C'est notamment autour de la Rwindi, au Nord du territoire de Rutshuru et autour de Sake, au Sud-Est du territoire de Masisi. Cela après des violents affrontements, survenus mercredi dernier, dans la matinée ayant accentué davantage la situation humanitaire dans les deux zones. Selon certaines sources militaires, l'armée congolaise, qui contrôle toujours le tronçon routier Sake-Shasha-Minova, a renforcé ce matin ses troupes dans les deux villages. Les rebelles continuent d'occuper Kibirizi, à 20 km de la Rwindi.

Maniema : plus de 6 000 élèves privés de cours à la suite de la grève des enseignants à Kailo. Une des élèves de l'Institut technique et professionnel Divin Maître a invité le gouvernement « nous regrettons l'absence de nos enseignants. Comme conséquence, nous n'allons pas terminer le programme, raison pour laquelle nous demandons au gouvernement de payer vite nos enseignants afin que nous soyons encadrés, surtout pour nous les filles, le danger est permanent ». De leurs côtés, les parents d'élèves de Kailo interpellent les autorités tout en disant qu'ils sont prêts à payer les études de leurs enfants. Les enseignants de la sous-division de Kailo réclament l'amélioration de leurs conditions de travail en les payant régulièrement et à temps.

Une délégation du Conseil de sécurité en RDC pour évaluer la situation sécuritaire et la mise en œuvre du mandat de la Monusco, conformément à la résolution 2666 (2022) du Conseil de Sécurité. Les membres du Conseil de Sécurité rencontreront le Chef de l'Etat, le Premier ministre, les membres du Gouvernement, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, les acteurs politiques, les représentants de la société civile, la communauté diplomatique, la Monusco et le système des Nations Unies en RDC. La délégation du Conseil de Sécurité prévoit une visite à Goma afin d'apprécier la situation sécuritaire et humanitaire dans la Province du Nord-Kivu, et évaluer le contexte opérationnel dans lequel évolue la Monusco.

Goma : arrestation par les renseignements militaires du bâtonnier honoraire Joseph Sanane. Cette arrestation serait en rapport avec les faits reprochés au parlementaire Edouard Mwangachuchu, patron de la Société minière de Bisunzu, (SMB). Le seul acte reconnu, qui impliquerait Joseph Sanane, c'est le communiqué que celui-ci avait émis le 28 février dernier, en qualité d'avocat conseil de la SMB de Mwangachuchu. C'était pour dénoncer le pillage de la société à Rubaya et la suspension des activités dans cette zone qui venait d'être occupée par les rebelles du M23. Un acte fait en qualité d'avocat qui ne devrait pas être considéré comme acte répréhensible.

Kinshasa : les conducteurs des véhicules de transport en commun augmentent illicitement le prix de la course. Le prix de la course en transport en commun varie selon les heures et les humeurs des conducteurs, a constaté. Une course qui coutait par exemple 500 FC revient ce jour à 1000 voire 1500 FC. Le soir et aux heures de pointe, le prix passe à 2000 ou 2500 FC. Les conducteurs, eux, expliquent cela par l'augmentation à plusieurs reprises, du prix du carburant à la pompe. De son côté, le vice-président de l'ACCO dans la ville de Kinshasa, justifie cette spéculation par le fait que les autorités urbaines tardent depuis plus d'une année, à publier la nouvelle tarification de transport à Kinshasa.

Lubumbashi : engouement aux centres d'enrôlement des électeurs à 24 heures de la fin de l'opération. Les requérants se présentent dès les premières heures du matin espérant avoir le jeton pour y accéder. En effet, à l'ouverture des centres ce sont les requérants ayant obtenu les jetons la veille qui sont servis. Mais d'autres personnes accèdent aux centres d'enrôlement par la corruption. Grâce aux billets de banque qu'elles glissent aux agents de l'ordre postés à l'entrée des centres et parfois même aux agents de la Ceni. La société civile déplore le comportement de ces électeurs. Elle tire la sonnette d'alarme. Il y a risque que la Commission électorale nationale indépendante enregistre beaucoup d'électeurs mais qu'au jour du scrutin, il y ait moins des votants.

Ituri : Nouvel élan pessimiste quant au nombre d'électeurs enregistrés par la Ceni. Le président du parti politique Nouvel élan a affirmé que selon des chiffres que son parti politique a recueillis sur le terrain, la Ceni n'aurait enregistré que 30% d'électeurs alors que l'opération d'enrôlement va se clôturer le 17 mars prochain. Pour lui, l'Ituri court le risque d'avoir moins de sièges lors des échéances électorales prochaines. Il estime que ce faible taux d'enregistrement est dû au dysfonctionnement des machines dans presque tous les centres d'enrôlement. L'Ituri compte enrôler deux millions sept cent quarante-trois mille cinq cent quatre-vingt-deux personnes.

Kisangani : des experts congolais en zoologie des reptiles annoncent la mise au point d'un sérum contre le venin du serpent. Professeur Zacharie Kusamba, directeur des projets d'herpétologie à Kinshasa, explique que le serpent est à la fois un animal dangereux et important à la vie des communautés. En effet, son venin mortel peut aussi soigner les arthrites. D'où, la nécessité de mettre au point un sérum contre le venin pour protéger les humains et préserver l'animal. « Le venin du serpent c'est pour soigner les arthrites. Mais, on enregistre plus de cinq mille quatre cents cas de morsure par an dans tout le pays avec un taux de mortalité de 8% », a-t-il soutenu.

La Cour des comptes promet la traque des prédateurs des finances publiques. Le président de la Cour des comptes, promet aussi de lutter contre la corruption dont les auteurs se recrutent parmi les ministres, les mandataires publics et s'illustrent parfois dans la passation des marchés publics sans respect des règles. Ils s'exposent aux sanctions au moment venu.

Vendredi 10 mars.

La délégation du Conseil de sécurité demande aux groupes armés de cesser leurs activités et de participer au processus politique. Les co-présidents de cette délégation, Nicolas de la Rivière, représentant permanent de la France au Conseil de sécurité et Michel Xavier Diang, celui du Gabon, ont exprimé cette position lors de leur arrivée à Kinshasa. « Le Conseil est venu ici en RDC pour adresser un message assez clair : 'Nous sommes à vos côtés, nous sommes là pour vous aider. Nous sommes là pour voir ce que la Monusco peut faire. Nous allons faire le point sur les initiatives régionales et sur la situation dans l'est. Il est important d'agir, il est important que les groupes armés cessent leurs activités, que tous participent au processus politique. Que les groupes armés étrangers se retirent et que les groupes armés soutenus par l'étranger se retirent aussi et que la paix revienne enfin en RDC. C'est une visite importante ! Elle se déroule dans un contexte difficile, puisque les groupes armés sont actifs dans l'est de la RDC, causant des dommages graves aux populations. Des milliers des personnes souffrent. Il faut leur venir en aide. Il y a une crise humanitaire sans précédent plus un pillage des ressources naturelles. Nous arrivons dans une année électorale. Notre message est d'encourager les acteurs politiques à s'engager dans un processus d'élections transparentes, crédibles conformément à la constitution congolaise. Nous sommes là pour soutenir l'action de la Monusco, pour rappeler que la Monusco fait partie de la solution aux difficultés que le peuple congolais a pour retrouver la paix dont la population a besoin ».

Lutte contre la spéculation : le gouvernement annonce la publication régulière du taux de change par la Banque centrale. La décision a été annoncée à l'issue de la réunion du Comité de conjoncture économique centrée sur la situation conjoncturelle liée à la dépréciation du franc congolais face au dollar américain sur le marché de change. Les participants ont préconisé des mesures pour apporter la bonne information et surtout mettre fin à la spéculation, qui s'observe de plus en plus sur le marché de change. Cette spéculation engendre des conséquences néfastes sur les prix des biens de première nécessité sur le marché. Les chiffres communiqués par la Banque centrale du Congo aux participants à cette réunion, révèlent que le franc congolais est demeuré relativement stable au cours des dernières semaines. Aujourd'hui, le franc congolais s'est échangé à un taux de 2035 FC contre 1 USD sur le marché officiel. Au marché parallèle, on a observé des taux qui varient entre 2250 et 2350 FC pour 1 USD.

Ituri : la division provinciale des actions humanitaires plaide pour une aide aux déplacés. Les besoins sont énormes surtout en termes d'assistance en vivres et d'articles ménagers pour soulager la souffrance de ces déplacés. « Ces gens sont dans une grande souffrance dans tous les secteurs : la sécurité alimentaire, la protection, la santé, la nutrition, les installations sanitaires ne sont pas vidées... ».

Mai-Ndombe : le député Moïse Makani dénonce « le silence coupable » du gouvernement face à un nouveau massacre à Kwamouth. « Le 7 mars courant, 16 personnes ont été décapitées par des hommes bien armés au village Ntabakita. Et le 8 mars, onze autres personnes ont été assassinées, au village Kinsele, parmi lesquelles, deux hommes en uniforme et huit civils dont un sujet chinois déployé par le gouvernement congolais pour exécuter les travaux de réhabilitation de la RN17. Hormis ces tueries, nous dénombrons des dégâts énormes lors du passage des ennemis de la paix ». Face à ce nouveau massacre, invite les autorités à prendre leur

responsabilité. **Le village Kinsele vidé de ses habitants après une incursion d'hommes armés.** La société civile de Kwamouth affirme que de nombreux habitants tentent à pied, de rejoindre Kinshasa. D'autres se sont dirigés vers différentes entités du territoire de Kwamouth. D'autres encore se cachent dans la forêt. Ce regain d'insécurité pourrait à nouveau interrompre le trafic entre Kinshasa - Kwamouth et Bandundu sur la RN17, car depuis mercredi, il n'y a plus de circulation des véhicules sur cet axe routier.

Gbadolite : les agents de la RVA bloquent l'accès à l'aéroport pour réclamer des arriérés de plus de 8 ans. « Trop c'est trop. Nous accusons un retard de paiement de 97 mois pleins non payés, 52 mois partiellement payés et 13 mois d'arriérés de gratification. Lorsqu'on fait la sommation, ça fait plus de 100 mois d'arriérés », a expliqué l'un d'eux. Après le début de la manifestation les autorités provinciales ont contacté la direction générale de la RVA à Kinshasa qui a promis de trouver une solution à leurs revendications dans 48 heures. C'est vers midi que les activités ont repris à l'aéroport, permettant aux vols programmés d'atterrir.

Nord-Kivu : la Monusco condamne les tueries des civils à Mukondi et Mause. La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies en RDC, exhorte les autorités congolaises à diligenter une enquête et traduire en justice les auteurs de ces exécutions sommaires. Elle rappelle l'engagement de la Monusco à contribuer à ces efforts et réitère son appel à une cessation immédiate des violences de tous les groupes armés contre les civils.

La fluidité du trafic routier entre Kikwit et Tshikapa favorise les échanges commerciaux. Cet axe construit en béton armé est praticable, sauf sur une distance estimée à une dizaine de km, où l'Office des routes est déjà à pied d'œuvre. Les deux villes sont reliées par le pont Loange, long de 440 m, en béton et acier. La route Kikwit-Tshikapa d'une distance estimée à 976 km a été réhabilitée par une entreprise égyptienne, selon plusieurs sources.

Ituri : environ 847 000 déplacés retournés dans leurs villages en février. Les difficiles conditions de vie sur les sites de déplacés ou dans familles d'accueil poussent ces personnes à retourner dans leurs entités, d'autres regagnent leurs milieux de vie à la suite de l'accalmie observée dans la zone. Une fois rentrés, ils ont du mal à se procurer de la nourriture car, pendant leur fuite, toutes leurs récoltes ont été soit emportées soit détruites par les assaillants. Certains n'y ont plus d'habitations ; leurs maisons ayant été détruites par les combattants des groupes armés. Elles manquent aussi une prise en charge médicale, puisque les structures de santé également ont été détruites. L'Ituri compte à ce jour 1 631 085 personnes déplacées.

Kisangani : CIFOR-ICRAF plaide pour un partenariat public-privé en soutien à l'entreprenariat des communautés locales du Bassin du Congo. En marge des travaux de la 2e conférence internationale sur la biodiversité du Bassin du Congo à Kisangani, le directeur de CIFOR-ICRAF, a estimé « qu'on doit sortir de cette dépendance de l'argent public ». « Créons cet esprit entrepreneurial et donnons-lui un cadre de gouvernance amélioré à l'intérieur duquel les femmes peuvent avoir cet esprit entrepreneurial qui leur permettent de gagner en termes de profits, en termes de leur vie améliorée ». Il a cité, en exemple, l'expérience de CIFOR-ICRAF avec les femmes productrices du miel dans la cité de Yangambi. Cette expérience, peut servir de modèle à dupliquer dans d'autres régions. C'est à travers notamment le développement de ce type de projets au sein des communautés locales, qu'on peut attirer des financements privés pour la conservation de la biodiversité du Bassin du Congo.

Des combats Fardc-M23 signalés près de Sake. Des combats violents ont repris depuis 5 h dans le village Murambi, à 8 km de Sake, dans le groupement Kamuronza. Ces combats, qui opposent l'armée aux rebelles du M23 soutenus par l'armée rwandaise, continuent à menacer la cité de Sake ainsi que l'axe Kirotshé-Bweremane-Minova. Ils ont repris après de violents affrontements enregistrés dans les collines de Shasha il y a deux jours. Une accalmie s'observe sur l'axe routier Sake-Minova et le trafic est normal sur cet axe, contrôlé par l'armée.

Sud-Kivu : Tommy Tambwe appelle les partis politiques à sensibiliser les groupes armés à rejoindre le P-DDRCS. Lors de sa rencontre, à Bukavu, avec ces acteurs politiques, le coordonnateur du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (P-DDRCS), a expliqué que « les partis politiques sont des acteurs et partenaires. Ils gèrent ce qu'ils appellent 'la base', et dans la base nous voyons les communautés ». C'est pour cet encrage qu'ils ont dans la communauté que le coordonnateur du P-DDRCS a invité les responsables des partis politiques à sensibiliser pour que les combattants rejoignent ce programme. Par ailleurs, le coordonnateur du P-DDRCS a souligné que le processus est en cours pour lancer effectivement ce programme.

Lubumbashi : le prix de la farine de maïs a doublé en un mois. Un sac de 25 kilos de la farine de maïs, qui se vendait il y a un mois à 25 000 FC se négocie à 55 voire 60.000 FC Les nouveaux prix de la farine de maïs, aliment de base à Lubumbashi, ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Le responsable de l'association des commerçants opérant à l'étranger, plaide ainsi pour que le gouvernement leur accorde l'exonération pour toute importation de la farine de maïs en vue de lutter contre cette hausse de prix.

Kindu : des cartes d'électeur se détériorent déjà avant la fin de l'enrôlement. La Ceni/Maniema demande à la population de s'apaiser. Elle va faire remonter cette question à sa hiérarchie pour qu'une solution soit trouvée. **Dysfonctionnement.** Certains habitants de la ville déplorent la longueur du temps qu'ils passent devant les centres d'inscription pour obtenir la carte d'électeur. D'autres indiquent que, depuis le début du processus, ils se présentent au centre d'inscription mais n'ont jamais eu la chance de se faire enrôler. Un étudiant dénonce le monnayage et le favoritisme des agents de la Ceni.

Christophe Lutundula appelle au renforcement du mandat de la Monusco. « Si on veut avoir une Monusco qui travaille et légitime aux yeux des Congolais, il faut muscler son mandat et lui donner des moyens qu'il faut autrement ça ne sert à rien de jeter des hommes et des femmes militaires ou civils dans une affaire pour laquelle ils n'ont pas de moyens », a déclaré le chef de la diplomatie congolaise. Il a également souhaité que le partenariat entre le gouvernement et l'ONU soit basé sur le rétablissement de la paix dans l'Est du pays.

Bernadette Tokwaulu annonce sa candidature à la présidentielle 2023. La présidente de la Fondation Tuungane Mkono [Unissons-nous] a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de décembre prochain.

Mgr Muteba exige des sanctions contre des militaires ayant fait incursion dans l'archevêché de Lubumbashi. « J'exige avec fermeté des réponses claires à toutes les interrogations et inquiétudes suscitées par la présence de l'escadron armé à ma résidence et à la cathédrale Saints Pierre et Paul. En clair, je demande avec insistance qu'une enquête soit diligentée et ses résultats rendus publics ainsi que des sanctions exemplaires à l'encontre de ces hommes de troupe, qui ternissent l'image de notre armée et de notre pays, afin que pareille forfaiture ne se répète plus ». Ce prélat catholique dit également attendre des excuses publiques des auteurs de ces actes délictueux et la condamnation de la part des autorités établies. **Indignation de la Cenco.** Le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Mgr Marcel Utambi a jugé grave l'incursion militaire se réclamant de la Garde Républicaine dans l'archevêché de Lubumbashi. Il a exprimé son indignation vis-à-vis des autorités compétentes qui, depuis cette incursion militaire, n'ont pas diligenté une enquête, ni fourni des explications sur cet acte ayant traumatisé la population.

Sud-Kivu : les ménages autochtones appelés à soutenir les Fardc par des prières. « Nous traversons des moments difficiles ces derniers temps et nous savons bien que les femmes autochtones ne sont pas exclues avec toutes ces guerres que l'Est de notre pays est en train de traverser. Nous encourageons quand même les ménages autochtones, les communautés locales à continuer à prier pour notre pays, à prier pour notre armée », a déclaré la coordonnatrice de l'Union pour l'émancipation de la femme autochtone. Elle a par ailleurs salué l'implication des femmes autochtones dans la lutte pour la restauration de la paix, la préservation des écosystèmes.

Samedi 11 mars.

Félix Tshisekedi à la délégation du Conseil de sécurité : « Bienvenue au Congo, pays agressé ». Des sources proches de la Présidence de la République renseignent que la discussion entre ces deux parties a tourné autour de la persistance de l'insécurité dans l'Est de la RDC. Dans cet échange tenu à huis clos dans la salle du Conseil des ministres, Felix Tshisekedi a été entouré du ministre des Affaires étrangères, de son directeur de cabinet et autres autorités. Cette délégation du Conseil de sécurité est annoncée ce samedi à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu.

Nicolas de Rivière : « L'action des groupes armés est condamnable et doit être combattue ». L'ambassadeur de la France au Conseil de sécurité, l'a dit à l'issue d'un échange avec le chef de l'Etat congolais et ses collaborateurs à la cité de l'Union africaine, à Kinshasa. « La communauté internationale est en soutien aux côtés de la RDC parce que ce qui se passe dans l'Est du pays n'est pas acceptable ». Il a également affirmé soutenir le processus de Luanda pour la sortie de la crise sécuritaire dans l'Est de la RDC. Il a regretté que la population de ce coin de la RDC souffre et que cette contrée fait face à la crise humanitaire ainsi qu'aux pillages des ressources naturelles. Ce membre du Conseil de sécurité de l'ONU a insisté sur le respect de la souveraineté de la RDC.

Martin Fayulu, Delly Sessanga et Augustin Matata discutent avec le Conseil de sécurité de l'ONU sur la sécurité et les élections. Le président du parti politique ECIDE, Martin Fayulu a déclaré : « Pour le retour de la paix en RDC, le Conseil de sécurité doit exiger au président rwandais Paul Kagame d'organiser un dialogue avec les FDLR et au président ougandais Yoweri Museveni d'organiser un dialogue avec les ADF ». Concernant le processus électoral, Martin Fayulu a estimé que l'opération d'enrôlement des électeurs est décrédibilisée. « Il

faut en plus revoir la composition de la Ceni, de la Cour constitutionnelle et revisiter la loi électorale ». Pour, Delly Sessanga, président du parti Envol, « il est venu le temps de trouver la solution au problème sécuritaire du pays. Mais, il faut éviter de faire la politique d'autruche en ce qui concerne le processus électoral qui n'est pas inclusif». **Echange fructueux avec les bureaux du parlement.** La délégation du Conseil de sécurité de l'ONU a échangé également, ce même vendredi, avec les membres des bureaux de deux chambres du parlement. Ils ont évoqué la situation sécuritaire dans l'Est du pays mais aussi des mesures prises par le Conseil de sécurité pour faire face à cette crise. D'après l'ambassadeur du Gabon au Conseil de sécurité, Michel Xavier Diang « la franchise » des échanges avec le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, accompagné des membres de deux bureaux du parlement, leur a permis de prélever « la température de la nation congolaise sur la problématique de l'Est ». **La société civile demande au Conseil de sécurité de l'ONU « de passer des paroles aux actes » pour mettre fin à la guerre en RDC.** La question de la participation de la femme à la vie publique a également été abordée. A cette occasion, Elodie Ntamuzinda, de l'ASBL Dignité Humaine et membre du Réseau des femmes d'Afrique francophone pour l'atteinte des objectifs de développement durables, a indiqué que « les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'autonomisation politique et économique des femmes, ne doivent pas restées lettres mortes ».

Plainte du ministre de la Défense contre le journaliste Bujakera : MILRDC dénonce une tentative de musellement de la presse. Le tweet du journaliste dit : « Le ministre de la Défense nationale confirme l'avancée sur le terrain du M23 /RDF et s'étonne du manque de réaction des forces de l'EAC pourtant présentes sur les lieux. Pour le ministre, cette avancée se justifie par l'amasement récent des troupes RDF au Nord-Kivu ». Selon la plainte du ministre, ce tweet a suscité de nombreuses réactions au sein de l'opinion « allant de l'étonnement en passant par les outrages pour se cristalliser dans une tendance au soulèvement contre les autorités du pays, spécialement le ministre de la Défense nationale ». L'association des médias d'information en ligne de la RDC (MILRDC) note, pour sa part, que « les propos du ministre de la Défense tels que repris dans le tweet du journaliste ont été repris fidèlement d'après le compte-rendu du gouvernement duquel le journaliste a puisé son information». **Patrick Muyaya annonce le retrait de la plainte contre le journaliste Bujakera.** « Après avoir été saisi notamment par MILRDC, j'ai obtenu de mon collègue ministre de la Défense, le retrait de la plainte contre le journaliste Stanis Bujakera », a annoncé le ministre de la Communication, ce 11 mars soir sur son compte twitter. Le Gouvernement reste profondément attaché au respect et à la promotion de l'exercice de la liberté de la presse.

Nord-Kivu : 30 tonnes d'aide humanitaire arrivées à Goma. C'est la première livraison du pont humanitaire mis en place par la France et l'Union Européenne (UE), à travers l'Unicef et l'ONG Première Urgence, en faveur des populations déplacées du Nord-Kivu. Ce pont humanitaire marque la solidarité de la communauté européenne aux populations du Nord-Kivu, a déclaré l'ambassadeur de l'UE en RDC. « C'est très important que nous puissions éclairer le monde sur ce qui se passe et sur ce mouvement de déplacés. Sur un million d'habitants, il y a près de six cents mille déplacés accueillis à Goma et ses alentours ; il y a deux millions trois cents mille déplacés dans la province du Nord-Kivu. Il y a cinq millions cinq cents mille déplacés dans l'Est de la RDC, on ne peut pas rester indifférent ». Une autre cargaison va arriver la semaine prochaine et d'autres vont sans doute se mettre en place.

Les groupes armés ne seront pas des réservistes des FARDC, précise le ministre de la Défense. La Reserve armée de la défense, (RAD) est une structure de défense et d'appui aux militaires des Fardc combattant aux fronts, qui sera mise en place après promulgation d'une ordonnance loi par le Président de la République.

Nord-Kivu : des bombardements aériens se poursuivent sur le front de Sake. La situation reste tendue et imprévisible dans la région de Sake contrôlée par l'armée, affirment plusieurs sources locales. L'armée continue à opposer une résistance aux rebelles du M23 et l'armée rwandaise qui chercheraient à tout prix à pénétrer dans la cité de Sake, sans succès. Les Fardc mettent à contribution des bombardements aériens et leur artillerie lourde pour stopper l'avancée du M23 et son allié rwandais.

Sud-Kivu : des officiers des Fardc condamnés à 7 ans de prison pour viols à Kamanyola. « Parmi les condamnés de viol, il y un colonel des Fardc pour avoir violé l'enfant de son garde du corps, une fille de quatorze ans et aussi un major des Fardc condamné à sept ans de prison et renvoyé de l'armée pour viol sur mineure de seize ans ». Et les neuf autres militaires sont condamnés pour viol à des peines allant de six à dix ans. Il y avait au total 19 dossiers. « 15 dossiers étaient poursuivis du chef de viol sur mineurs et 4 autres pour crime de meurtre.

Ituri : les déplacés de Savo quittent leur site chaque soir par peur d'attaques armées. Les habitants de Bule observent chaque nuit ce rituel des déplacés qui fuient les menaces d'attaques du site où ils vivent, de la part des groupes armés. Ils préfèrent ne pas y passer la nuit et fuient vers des lieux qu'ils espèrent plus sûrs. Leur

président demande le retour de la paix dans le territoire de Djugu pour mettre fin à la souffrance que vivent au quotidien ces familles. Le 19 janvier dernier des hommes armés avaient attaqué le site de déplacés de Savo, tuant sept personnes. Une année auparavant, le même site avait été visé par une attaque armée qui avait causé la mort d'une centaine de personnes. Des actes de terreur qui hantent encore ces déplacés qui vivent dans la peur de nouvelles attaques.

Bukavu : 20 plaintes déposées au parquet contre la traite des personnes. « A Bukavu nous avons identifié 21 victimes de la traite des personnes et toutes ces victimes ont émis le vœu de porter plainte en justice contre leurs bourreaux. Donc, pour nous, la loi tombe à point nommé parce que ce sera pour la toute première fois dans l'histoire qu'une plainte est déposée en justice pour ce cas spécifique de la traite des personnes ». La justice du Sud-Kivu affirme disposer de tous les moyens pour poursuivre et condamner les bourreaux de la traite des personnes.

Butembo : un policier tué lors d'une attaque armée dans un centre d'enrôlement des électeurs. Un policier a été tué et son arme récupérée, lors d'une incursion d'hommes armés, dans la nuit du vendredi à ce samedi 11 mars, au centre d'enrôlement des électeurs Meso dans la commune de Bulengera à Butembo. Jeudi dernier, le centre d'enrôlement de Butuhe dans la chefferie de Bashu dans le territoire de Beni a également été la cible de ces inciviques. Ici, le kit d'enrôlement avait été emporté et deux policiers, commis à la garde, blessés lors de cette attaque. Cette situation risque de retarder ces opérations et ainsi impacter sur le calendrier électoral.

L'Angola annonce le déploiement de forces de paix en RDC. L'objectif principal du contingent est de sécuriser les zones où sont stationnés les membres du M23 et de protéger les membres du Mécanisme de vérification ad hoc. La décision de la République d'Angola a été précédée de consultations avec les autorités de la RDC.

Kinshasa : hausse des prix du transport en commun. L'Hôtel de ville de Kinshasa a publié le 10 mars une nouvelle grille tarifaire du transport en commun et des itinéraires officiels à parcourir sur toute l'étendue de la ville. La nouvelle grille revoit à la hausse les cours sur les différents itinéraires.

Kisangani : clôture de la 2e conférence internationale sur la biodiversité dans le bassin du Congo. Les études réalisées à ce jour sur la biodiversité du bassin du Congo sont encore insuffisantes pour connaître réellement sa diversité. Il y a encore beaucoup d'inconnus sur l'identité réelle et la densité de plusieurs espèces, ont affirmé les participants à la 2e conférence internationale sur la biodiversité dans le bassin du Congo, qui a fermé ses portes vendredi 10 mars à Kisangani. Organisée par le CEBIOS, Capacités pour la Biodiversité et le développement durable et l'Unikis, la conférence retient qu'il y a de grandes lacunes dans les connaissances sur la diversité biologique et peu de connaissances sont disponibles sur la dynamique des populations pour plusieurs espèces dans la région. L'Afrique centrale, selon les conférenciers, est donc la région la plus en retard en termes d'actualité des données sur la biodiversité, comparativement au reste du monde. Ils soulignent donc la nécessité et l'urgence de conduire des études de plusieurs ordres pour une meilleure connaissance de la biodiversité du bassin du Congo et de sa gestion. Ces études devront porter sur la diversité de la flore et de la faune. Elles doivent être aussi mises à jour pour comprendre les origines les mécanismes de distribution pour les espèces indigènes et exotiques.

Kinshasa : l'opposition organise une marche de soutien aux Fardc. Des milliers des jeunes ont pris part, le 11 mars à Kinshasa, à la marche initiée par des leaders de l'opposition, dont Martin Fayulu, Augustin Matata Ponyo et Moïse Katumbi, afin de protester contre la guerre dans l'Est de la RDC. La manifestation visait aussi à exprimer la solidarité et l'unité aux Fardc, et interpeller la communauté internationale, a expliqué Matata Ponyo.

Dimanche 12 mars.

Goma : le Conseil de sécurité rend hommage aux 257 casques bleus tués depuis la création Monusco. « Nous rendons hommages aux 257 casques bleus de la mission, disparus depuis sa création en RDC par la résolution du Conseil de sécurité N° 1279 du 30 novembre 1999 », a déclaré l'ambassadeur Pedro Comissário Afonso, Représentant permanent du Mozambique au sein du Conseil de sécurité, à l'introduction de cette cérémonie. Il a aussi exprimé sa reconnaissance envers tout le personnel de la mission onusienne en RDC. La cheffe de la Monusco, Bintou Keita, a déploré le fait que l'année 2022 « a été la deuxième année la plus meurtrière dans l'histoire du système des Nations unies, en RDC, avec 13 vies emportées dans des attaques violentes ».

Programme de Développement des 145 territoires : les premiers ouvrages seront livrés en avril. « Il y a de premiers ouvrages qui pourront être livrés dès le mois prochain. Il s'agit principalement des écoles, des centres de santé, et des bâtiments administratifs. On a beaucoup discuté sur les routes de desserte agricole. Il y a 38.000 km qui doivent être faits dans le cadre de ce projet. Là aussi, il y a de premiers acomptes qui ont été versés par le Gouvernement. On a discuté de l'inter-connectivité de ces routes avec les routes d'intérêt provincial et d'intérêt national. C'est dire que tout le pays est en chantier. Et dès la semaine prochaine, on pourrait avoir tous les détails sur les images du travail qui est fait à la fois par le BCECO, la CFEF, et le PNUD », a indiqué le ministre de la Communication et Médias.

Nord-Kivu : Jean-Marc Châtaigner visite un projet de fourniture d'eau potable pour les déplacés installés dans le territoire de Nyiragongo. Ce projet financé par l'Union européenne à hauteur 1 million USD est exécuté par l'Unicef et la société Virunga Énergie. Il va durer 4 mois et doit acheminer l'eau potable du site de Bushara-Nyiragongo au camp de déplacés de Bushagara situé à 5 km plus au nord. A l'échelle de la province, 2 300 000 personnes vivent en situation de déplacement. L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, reconnaît qu'à côté de l'assistance humanitaire, il faut des actions qui vont dans le sens de ramener la paix durable dans cette zone.

Beni : 19 personnes tuées lors d'une incursion des ADF au village Kirindera. « Le territoire de Beni est encore ensanglanté ce petit matin, 12 mars, à Kirindera, 6 km de Kyondo par des présumés ADF. Bilan provisoire 19 personnes tuées, un centre de santé incendié, un hôtel. Tous ces grands villages autour du parc ont besoin d'une couverture sécuritaire », a indiqué l'ancien gouverneur du Nord-Kivu. Au moins 40 civils ont été tués et de nombreux autres grièvement blessés dans une attaque de ces mêmes rebelles ADF, dans la nuit du 8 mars, à Mukondi, territoire de Beni. Ces assaillants avaient également incendié plusieurs maisons lors de leur incursion.

Kwango : les érosions menacent plusieurs infrastructures et maisons de la ville de Kenge. Des édifices officiels et maisons des particuliers situés dans la ville de Kenge, chef-lieu de la province du Kwango, sont dangereusement menacés d'écroulement par des érosions occasionnées par les eaux de pluies. Le nouveau maire de Kenge, qui affirme avoir dénombré plus de 42 têtes d'érosions, pense que cela est dû à la « morphologie de ladite entité » qui est faite de plusieurs vallées. Il promet de mettre en place une brigade d'assainissement et de rendre obligatoires des dispositifs de rétention d'eau dans chaque parcelle.

Ituri : des femmes humanitaires s'impliquent pour le retour la paix. Pour la présidente des femmes humanitaires de l'Ituri, sa structure organise des séances de sensibilisations des jeunes filles pour leur auto-prise en charge. « Le plus grand combat pour la jeunesse est psychologique, pouvoir leur inculquer les valeurs et leur montrer que les femmes sont fortes, qu'il n'y a pas de différences entre elles et les hommes. Nous le faisons par des formations pour les encourager à s'auto-former et à se prendre en charge ». Elle reconnaît encore que plusieurs défis restent à relever pour une prise de conscience collective des femmes afin qu'elles jouissent de leurs droits.

Les femmes du Nord-Kivu demandent des sanctions contre le Rwanda pour son implication dans la déstabilisation de l'Est de la RDC. Toutes de noir vêtues, symbole du deuil imposé à des centaines de milliers des familles congolaises depuis trois décennies maintenant, ces femmes souhaitent voir désormais l'histoire de la guerre au Kivu être racontée au passé. Pour justifier la nécessité de l'instauration urgente de la paix dans l'Est de la RDC, les femmes du Nord-Kivu ont présenté aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU les conséquences de la guerre sur la vie de la population dans cette zone. Les membres du conseil de sécurité de l'ONU ont envoyé les femmes du Nord-Kivu auprès du gouvernement congolais, explique Mme Nelly Lumbulumbu, de la coalition 'La voix de la femme congolaise'.

La délégation du Conseil de sécurité de l'ONU veut voir la Monusco bénéficiaire plus de moyens. « La Monusco est là pour protéger les civils. Comment peut-elle mieux protéger les civils, comment lui donner plus de moyens pour qu'elle le fasse », a déclaré le représentant de la France au sein de cette délégation à la clôture de leur mission à Goma. Il a expliqué que le mandat de la Monusco n'est pas celui d'attaquer des groupes armés mais le Conseil de sécurité de l'ONU peut s'intéresser à la mise en œuvre de ce mandat. « Ensuite il y a une responsabilité qui incombe aussi à la RDC elle-même. Les Fardc sont chargées à la sécurité du pays. C'est un pays souverain, avec son armée elle doit également agir contre les groupes armés. C'est assez important que les responsabilités respectives soient rappelées et établies ». **Crise dans l'Est : les envoyés du Conseil de sécurité encouragent le processus diplomatique et politique.** « La communauté internationale, au-delà de condamner l'action du M23, exerce une forte pression et prend des mesures coercitives contre ce mouvement rebelle qui est soutenu par le Rwanda », a souligné le représentant du Gabon au Conseil de sécurité. Il a rappelé que certains

leaders du M23 ont déjà été sanctionnés et cette stratégie va se poursuivre. Ce diplomate a par ailleurs affirmé que le Conseil de sécurité de l'ONU a toutes les options pour pouvoir agir contre tous ceux qui insécurisent l'Est de la RDC. **L'ONG CADA appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à condamner le Rwanda.** « Les Nations unies doivent s'assumer dans la mesure où l'implication du Rwanda et sa responsabilité dans la tragédie qui bat son plein dans la partie Orientale du Congo, occupée par son armée et ses supplétifs du M23, ne sont plus discutables », a déclaré le coordonnateur de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante. Si l'ONU ne condamne pas Kigali, cela voudra encourager la poursuite de l'agression dans l'Est de la RDC.

Député Alexis Bahunga à propos de la situation au Nord-Kivu : « On ne peut pas continuer à tuer les populations comme des rats ». Plusieurs bombes sont tombées samedi 11 mars dans certains quartiers de Sake. « Au moment où on devait observer un cessez-le-feu décrété par les protagonistes, on assiste par contre à la continuation des affrontements à Sake, où le M23 vient de bombarder plusieurs quartiers de la cité et qui viennent de faire 3 morts et 6 blessés. Je dénonce avec véhémence ce qui s'est passé à Sake et je demande au M23, de cesser son aventure de continuer à tuer les Congolais. Les Congolais ont besoins de la paix, rien que la paix. On ne peut pas continuer à tuer les populations comme des rats », regrette Alexis Bahunga.

Développement de 145 territoires : validation des ouvrages retenus à la Tshopo. Le coordonnateur provincial du Programme de Développement de 145 territoires à la Tshopo, a exprimé sa satisfaction : « Je peux avec beaucoup de satisfactions confirmer que les administrateurs des territoires, les diverses parties prenantes, la société civile et les services étatiques ont contribué à confirmer tous les axes ayant été identifiés l'année passée et nous avons le PV en guise de résultats ». Il a annoncé la pose de la première pierre pour la construction des infracteurs interviendra cette semaine dans les territoires d'Isangi, Bafwasende et Ubundu.

Kinshasa : près de 50 filles sensibilisées sur la santé sexuelle et reproductive. A l'initiative de l'ONG Enfant Avenir, cette session a voulu amener les participantes à adopter des comportements sexuels responsables. Cette attitude leur permettra d'éviter des grossesses non désirées, des avortements, des infections sexuellement transmissibles. Cette rencontre a par ailleurs planché sur la protection contre les violences et abus sexuels, les VBG, sur les différents textes juridiques nationaux et internationaux sur le genre.

Félix Tshisekedi plaide pour la revalorisation de la monnaie nationale. « Face aux perspectives favorables attendues en 2023, le président de la République a encouragé le gouvernement à ne ménager aucun effort pour soutenir la reprise économique, à renforcer la résilience de notre économie et à préserver le pouvoir d'achat de la population, en revalorisant notre monnaie nationale face aux devises étrangères particulièrement l'USD », a déclaré le porte-parole du gouvernement. Selon lui, le président de la République croit que cette politique financière aidera le pays à concrétiser la croissance économique projetée par les services du FMI à 8%.

André Yoka : « la mort de Damien Pwono est une perte pour le monde scientifique et culturel ». Feu Damien Pwono, directeur général de l'Institut national des arts, est décédé le 7 mars courant à Pittsburg, dans l'Etat de Pennsylvanie aux USA, à l'âge de 59 ans. Il avait été nommé à la tête de l'INA en avril 2022, après avoir travaillé pour le compte des fondations américaines Ford et Rockefeller.

Lundi 13 mars.

La COGEP exige la publication des annexes de l'accord signé par le gouvernement et Ventora. La Coalition pour la gouvernance des entreprises publiques (COGEP) se dit préoccupée par la non-publication des annexes de l'accord relatif au règlement global des litiges et intérêts réciproques conclu entre la RDC et le Groupe Ventora, entreprise liée à l'homme d'affaires juif Dan Gertler. Cette coalition considère que le contrat signé par le gouvernement congolais et le Groupe Ventora viole les règles sur la transparence tant que ses annexes restent cachées. Il est dès lors important que toutes les annexes soient publiées pour permettre à la société civile et au peuple congolais de se prononcer définitivement sur cet accord, en toute connaissance des causes, recommande la COGEP. Au procureur général près la Cour de cassation, cette coalition recommande d'ouvrir un dossier judiciaire à l'endroit des présumés auteurs d'entrave à la transparence.

Les déplacés du site Bushagara recommandent à l'ONU de mettre fin à la guerre. « Nous venons de dire aux membres de la délégation du Conseil de sécurité des Nations unies de mettre fin à la guerre d'urgence pour que nous puissions rentrer chez nous et continuer la vie normale. Eux aussi nous ont promis d'aller dialoguer avec les responsables des pays pour que la guerre puisse s'arrêter ». Selon l'un des représentants de ces déplacés, ils ont déjà enterré environ 370 personnes de leur communauté. Il a également fait savoir à la délégation la souffrance qu'ils sont en train de vivre. Ces familles déplacées disent manquer de quoi manger et dorment dans

des églises et des écoles voire en plein air. Après cet échange, la délégation du Conseil de sécurité a visité quelques installations sanitaires, d'hébergement, et de cuisine dans lesquelles vivent ces personnes déplacées.

Kisangani : plusieurs vols annulés par les compagnies aériennes. Les compagnies d'aviation locales ont annulé des vols sur la ville de Kisangani (Tshopo) depuis quelques jours, particulièrement les lignes Kisangani-Kinshasa et Kisangani-Goma. Cela a perturbé les activités des plusieurs personnes qui avaient payé des billets d'avion de ces compagnies. Il s'agit notamment de participants à la conférence sur la biodiversité du bassin du Congo, qui ne peuvent plus quitter la ville de Kisangani depuis la clôture de ces assises vendredi 10 mars. Les motifs d'annulation des vols n'ont pas été communiqués par les compagnies concernées. Des dizaines de confrenciers se trouvent ainsi coincés dans cette ville pour encore deux ou trois jours, selon les cas, à la suite de l'annulation de vols.

Beni : remise du statut de la zone économique spéciale de Musienene, à la société chargée de l'aménager, est prévue pour ce lundi 13 mars à Beni. Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku l'a annoncé, dimanche dans cette ville du Nord-Kivu. Il a rappelé que Musienene est la 5^{ème} zone économique installée dans le pays : « Nous avons déjà fait cela à Kinshasa avec Maluku, dans le Sud-Ubangui avec Miluna, à Lubumbashi avec une zone privé Kishushe, et également avec Kin-Malebo à Kinshasa. Et on est en voie d'aller à Kolwezi pour la zone économique de cet espace. Maintenant, c'est le tour de la partie Est pour sa première zone économique spéciale ».

Beni : le député Mangwengwe exhorte la force conjointe Fardc-UPDF à lancer la traque des ADF dans les Bashu. «Nous sommes très préoccupés par la situation au niveau de Bashu, là où en une semaine, nous venons de perdre plus de cinquante civils massacrés par les ADF ». Pour lui, malgré les efforts de pacification menés par les Fardc et l'UPDF, il y a encore une zone qui reste sous menace des rebelles ougandais des ADF. Il appelle : « que la coordination des opérations conjointes UPDF-FARDC puisse organiser des opérations de grandes envergures sur ces deux axes ; surtout à Bashu Mualika, (qui est) depuis très longtemps réputé bastion principal des ADF ».

Le M23 se retire de certaines localités du Nord-Kivu. Dans la chefferie des Bashali, les rebelles du M23 ont quitté la localité de Mweso. Ils seraient partis à Kitshanga, alors que d'autres éléments seraient positionnés à Muongozi, Busumba et Kirumbu, aux alentours de Mweso. Autour de Sake, ils ne sont plus également visibles dans les villages de Karuba, Muremure, Nkingo, Kagano et Kihuli. Ces rebelles soutenus annonçaient leur retrait de ces villages pour permettre aux troupes burundaises de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) de s'y déployer. Des sources civiles dans la région redoutent une reprise des hostilités dans ces villages abandonnés par les rebelles M23 et du coup, réoccupés par les groupes armés locaux. Ces derniers ne sont aucunement liés par le cessez-le-feu impliquant les belligérants directs dans ce conflit.

Tanganyika : l'axe Kalemie-Moba en proie à l'activisme des miliciens Twa et Bantou. Plusieurs villages situés sur l'axe Kalemie-Moba (Tanganyika) sont abandonnés par leurs habitants, d'autres sont carrément incendiés à la suite de l'activisme des miliciens Twa et Bantou. Cette situation perdure depuis décembre dernier. Pour traverser cette zone, il faut se faire escorter par des militaires des Fardc.

Beni : deux jours de deuil national dans la chefferie de Bashu, en hommage aux personnes tuées la semaine dernière par les ADF dans cette région du territoire de Beni. Ce premier jour de deuil a été « largement observé par la population des différentes agglomérations de la chefferie de Bashu ».

Nord-Kivu : plaidoyer pour sécuriser la population de Sake et assister les déplacés. « Le problème que nous avons, nous habitants de Sake mais aussi les déplacés, ce sont des bombes qui sont larguées en désordre dans la cité de Sake, elles blessent les gens et détruisent les maisons. Les gens n'ont pas à manger, les autres souffrent et jusqu'ici nous continuons à souffrir... », a témoigné un habitant. La population de Sake a enregistré au moins 16 bombes, entre vendredi et samedi dernier. Ces incidents ont fait 4 morts et 6 blessés graves et détruit des maisons.

Les femmes de Butembo appelées à cultiver la confiance en elles pour leur intégration dans les instances de prise de décision. Ces recommandations ont été formulées au cours d'une conférence-débat organisée par le Club des auditeurs de Radio Okapi (CARO)/Butembo. Les participants à cette séance d'échange, plus d'une vingtaine, étaient essentiellement des étudiants venus de différentes institutions universitaires de la ville, en majorité des jeunes filles. Dans son exposé, un des orateurs du jour, a appelé la jeune fille à avoir confiance en elle, afin de garantir son intégration facile dans les grandes instances de prise de décision au pays.

Enrôlement des électeurs : engouement à 4 jours de la fin de l'opération dans l'Est de la RDC. Dans plusieurs centres d'enrôlement à **Bunia (Ituri)**, ce lundi, c'est la bousculade. Des dizaines des personnes ont envahi plusieurs centres d'enrôlement de peur de ne pas obtenir leur carte d'électeur à quelques jours de la fin de cette opération. Chaque requérant veut absolument obtenir sa carte, malgré certaines difficultés liées aux pannes des machines qui entraînent des perturbations et des retards dans certains centres. Le même engouement est constaté dans la ville de **Bukavu (Sud-Kivu)**. Les requérants s'amassent devant les bureaux ouverts par la Ceni. L'opération évolue normalement en dépit de quelques difficultés. Au **Maniema**, ce lundi, la Ceni devrait prolonger cette opération au regard des pannes récurrentes des machines dans le centre d'enrôlement. « Beaucoup de machines ont connu beaucoup de pannes et il y a eu aussi des problèmes sur l'adaptation des opérateurs de saisi par rapport au fonctionnement des machines. Ce qui a causé beaucoup de retard ». Les autorités provinciales de la CENI précisent que seule la plénière de cette institution peut évaluer la situation et envisager le prolongement ou pas de cette opération d'enrôlement dans cette aire opérationnelle. La Ceni rappelle, en outre, que tous les jours perdu en raison des pannes des machines seront récupérés.

Kinshasa : grève dans le secteur de transport en commun. Des chauffeurs œuvrant dans le secteur du transport en commun à Kinshasa ont observé ce 13 mars un mouvement de grève pour s'opposer à la nouvelle grille qui détermine le prix de la course à payer dans le transport en commun. Ils refusent en effet d'appliquer la nouvelle grille tarifaire qui fixe le prix de la course dans la capitale. La commission tarifaire se réunit d'urgence pour « corriger les erreurs commises », renseigne un membre de l'Association des chauffeurs du Congo, (ACCO).

L'UPN, en partenariat avec Astria Learning, lance des enseignements en ligne pour le master et le doctorat. L'Université pédagogique nationale (UPN), en partenariat avec Astria Learning, une société américaine spécialiste dans les enseignements à distance, a lancé ce 13 mars à Kinshasa, les enseignements en ligne. Cette institution d'enseignement universitaire va ainsi organiser des cours à distance pour le master et doctorat. Ce jeudi 16 mars, Astria Learning ouvrira la bibliothèque numérique de l'UPN avec plus de 17 000 livres.

Nord-Kivu : le volcan Nyamulagira est entré en éruption, mais pas de danger pour la population(OVG)

Le volcan Nyamulagira dans la province du Nord-Kivu (RDC) est entré en éruption ce lundi 13 mars dans la soirée. « Les données actuelles de la sismicité indiquent un mouvement des magmas à des faibles profondeurs vers le cratère central du volcan Nyamulagira », indique le communiqué. Selon l'observatoire volcanologique de Goma, si l'activité actuelle au Nyamulagira conduit à une éruption sur le flanc, « la lave s'orienterait dans le parc national des Virunga ». L'OVG recommande à la population de Goma de garder son calme et de vaquer librement à ses occupations. Il rappelle que l'usage concernant le lavage des légumes et consommation d'eau de citerne doivent être suivi scrupuleusement.

Mardi 14 mars.

L'effondrement du pont Ituri risque d'handicaper les opérations militaires et entrainer la pénurie de denrées alimentaires. Le pont Ituri, reliant le territoire de Beni (Nord-Kivu), à celui de Mambasa (Ituri) s'est effondré le 13 mars courant dans la matinée. Diverses sources rapportent que ce pont s'est affaissé lorsqu'un gros camion, visiblement surchargé, ramenant de la marchandise de Beni à Kisangani effectuait la traversée. Construit en 1935, le pont Ituri, en début de l'année 2022, avait été partiellement réhabilité. A l'issue des travaux, seuls les véhicules transportant de bagages de moins de 15 tonnes étaient autorisés à y passer. Le service des transports et voie de communication ont été chargé de faire respecter cette mesure. Mais cela n'a pas été fait.

Mbuji-Mayi : des présumés kidnappeurs d'enfants présentés au gouverneur. Ce réseau est piloté par un père et son fils. Ce dernier a été surpris avec trois enfants d'autrui à l'aéroport de Bipemba, alors qu'il tentait de voyager avec eux, sans autorisation, pour la ville de Lubumbashi (Haut-Katanga). Lors de son interrogatoire par les services de sécurité, le présumé kidnappeur a donné l'adresse de son père, qui gardait dans sa cachette deux autres enfants qu'ils devraient faire voyager la semaine prochaine.

Nord-Kivu : le député Kihangi préoccupé par la présence de plusieurs armées étrangères ; « Depuis une certaine période nous assistons aux déploiements de militaires des armées étrangères dans la province du Nord-Kivu. Nous en comptons aujourd'hui une dizaine. Elles agissent soit, sous la casquette de la Monusco, soit de l'EAC et bientôt de la SADC ». Il s'est plaint que la ville de Goma soit devenue la capitale des armées étrangères alors que la population locale n'a pas assez d'informations sur leurs missions.

Kisangani : un centre de formation des prêtres victime d'une attaque armée. Le Scolasticat des prêtres du Sacré Cœur a été victime d'une attaque de six bandits armés, dans la nuit de dimanche à lundi 13 mars, à

Kisangani (Tshopo). Ces assaillants ont emporté une somme d'argent ainsi que des biens de valeurs dont des téléphones et des ordinateurs. Ils se sont introduits par effraction au bureau du curé et ils l'ont menacé. Ils ont également traumatisé les séminaristes, en tirant plusieurs coups de feu. Alertés par ces détonations, les policiers en garde au pavillon des enfants en rupture familiale sont arrivés en répliquant. Ce qui a fait fuir ces malfrats.

Guerre d'agression : le parti MPASA appelle les Congolais à soutenir leur pays. Le parti politique Mouvement des patriotes pour l'action sociale africaine (MPASA) a appelé, à Goma (Nord-Kivu), les Congolais à soutenir la RDC en guerre contre le M23.

Vaccination contre la fièvre jaune : près de 4000 relais communautaires reçoivent leurs primes au Maniema. Au total, 3 978 relais communautaires du Maniema ont reçu, leurs primes sur 4 753 ayant participé à la campagne de vaccination contre la fièvre jaune. Chacun a reçu 50 USD équivalent de la part de l'Unicef. Cette paie intervient après que ces relais communautaires ont suspendu momentanément leur participation aux activités de la vaccination par manque des primes.

Kisangani : grève des agents de la coordination provinciale de l'environnement, pour s'opposer à la réhabilitation de leur ancien coordonnateur. Ils ont cadenassé tous les bureaux et se sont placés juste à l'entrée principale de leur bâtiment administratif. L'incriminé confirme être réhabilité, après avoir introduit un recours auprès du ministre de tutelle. Pour sa part, la ministre intérimaire de l'Environnement à la Tshopo, Annelle Kamba, a promis de se prononcer sur cette question ultérieurement.

Nord-Kivu : le M23 se retire des alentours de Kitshanga mais se maintient au centre de la cité. Depuis lundi ils ont quitté certains villages des territoires de Rutshuru et Masisi. Il s'agit entre autres, de Ngingwe, Neenero et Malehe et ils ont pris la direction de Kilolirwe, en passant par Kabati. Cependant, les rebelles du M23 sont toujours à Karuba et Mushaki. Du côté de Rutshuru, après le départ des rebelles de Kibirizi, dans la chefferie de Bwito, l'armée a pris le contrôle, mais on y trouverait aussi quelques combattants Maï-Maï, selon plusieurs sources.

Guerre dans l'Est de la RDC : « Les militaires angolais auront uniquement un mandat de vérification » (Christophe Lutundula). Le chef de la diplomatie congolaise a expliqué que les troupes angolaises ont pour mission « de vérifier si le M23 respecte le principe de cantonnement sécurisé », tel que décidé par le sommet d'Addis Abeba (Ethiopie). Cependant, il n'a pas donné de précisions sur le calendrier de ce déploiement.

Mbuji-Mayi : hausse du prix du ciment gris. Le sac de ciment gris qui se vendait à 35 USD, se négocie actuellement entre 40 et 42 USD à Mbuji-Mayi. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) et les importateurs de ces produits parlent de la rupture de stocks sur cette ville du Kasai-Oriental. De sources concordantes affirment qu'un bateau-remorqueur de barges transportant du ciment est déjà arrivé à Lusambo pour acheminer la cargaison au port de Ndomba, dans le territoire de Kabeya Kamwanga.

Tanganyika : le prix de la farine de maïs a doublé à Kalemie. Le prix d'un sac de maïs de 25 kilos est passé, de 30 000 à 55 000 FC, à Kalemie (Tanganyika). Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment l'insécurité et l'achat de plusieurs stocks de maïs par les organisations humanitaires. Le maïs qui alimente Kalemie provient des territoires de Moba, Nyunzu ou de la Tanzanie et de la Zambie.

Bandundu : Gloria Tamuzi, alias Serpent, condamné à la peine de mort pour meurtres et association des malfaiteurs. Plusieurs chefs d'infractions ont été retenues à la charge de Gloria Tamuzi : coups et blessures aggravées, meurtre et association des malfaiteurs. S'agissant de l'infraction de coups et blessures aggravées, le tribunal l'a condamné à 2 ans de prison. Pour l'infraction de meurtre, il est condamné à la servitude pénale à perpétuité et quant à l'infraction d'association des malfaiteurs, le tribunal l'a condamné à la peine de mort.

Djugu : 5 combattants Codeco neutralisés par les Faerdc. Selon le porte-parole des Fardc en Ituri, ces combattants ont été tués au cours d'un combat dans les localités de Saikpa et Penyi dans le secteur de Walendu Tasi. Il ajoute que ce sont les assaillants qui ont attaqué une position des Fardc.

Beni : 27 personnes tuées lors de nouvelles attaques des ADF dans la région de Mabuku. Sept personnes ont été tuées à Mabuku ce 14 mars dans le groupement de Malio dans la chefferie de Bashu. Dix-sept personnes ont été tuées le 13 mars à Kininga dans le groupement de Buliki, secteur de Ruwenzori. Dans la nuit de samedi à dimanche dernier, trois personnes ont été tuées à Mabulengwa, dans le groupement de Baswagha-Madiwe, secteur de Beni-Mbau. Cette situation a provoqué un déplacement massif des habitants

Lubumbashi : Christian Mwando appelle la population à la vigilance sur le processus électoral. Pour Christian Mwando, haut représentant de Moïse Katumbi, président du parti politique Ensemble, le processus d'identification et d'enrôlement des électeurs tel qu'il est mené n'augure rien de bon. Il a cité en exemple, le fait qu'on aurait retrouvé des kits d'enrôlements dans un véhicule privé accidenté. Il ajoute un deuxième exemple, celui de la corruption au niveau des centres d'enrôlements.

Kwilu : démolition des constructions anarchiques sur les artères publiques de la ville de Kikwit. Des commerces, des pharmacies, garages, débits de boisson ont été démolis par les bulldozers de l'Hôtel de ville, pour dégager les rues principales anarchiquement occupées par les vendeurs et opérateurs économiques, conformément à la décision du comité urbain de sécurité. Selon le président du parti AADC Kikwit, la mairie devait au préalable s'entendre avec les commerçants afin de prendre des dispositions pour délocaliser leurs maisons.

Kinshasa : le député Mwangachuchu reste en prison et sera jugé le 21 mars. La Haute cour militaire se reconnaît compétente à juger le député Edouard Mwangachuchu pour participation à un mouvement insurrectionnel, détention illégale des munitions de guerre et incitation des militaires. Elle motive son arrêt par le fait que le Code judiciaire militaire, le Code pénal et l'Ordonnance présidentielle proclamant l'état de siège proscrirent ces faits. Durant l'état de siège, dit la Cour, les immunités et autres privilèges dont jouissent certaines personnalités ne comptent pas, surtout en cas de flagrance. Deux caches d'armes ont été découvertes dans la concession minière de la Société minière de Bisunzu, dans le Nord-Kivu, appartenant au député Edouard Mwangachuchu et d'autres effets militaires dans sa résidence de Kinshasa, selon le ministère public.

Mercredi 15 mars.

Session ordinaire du Parlement : plaidoyer pour un contrôle budgétaire et parlementaire rigoureux. Le député André Tambwe a fait ce plaidoyer lors de son intervention à conférence organisée à Kinshasa en marge de cette rentrée par la Dynamique de contrôle des activités des représentants du peuple. En fait, la session ordinaire de mars, consacrée à l'examen et au vote des lois, au contrôle parlementaire et au contrôle budgétaire s'ouvre ce mercredi 15 mars à Kinshasa. Au cours des échanges organisés par la Dynamique de contrôle des activités des représentants du peuple avec le monde scientifique, les participants ont relevé le fait selon lequel malgré le vote d'un budget de 16 milliards USD, le FC continue à perdre sa valeur et le coût de la vie ne fait qu'augmenter.

Goma : une femme se fait voler son bébé dans un centre d'enrôlement des électeurs. La présidente de ce centre d'inscription, témoigne que la mère du nourrisson a cédé son enfant à une autre femme pour qu'elle accède rapidement dans le centre. Un avis de recherche a été lancé depuis lundi pour retrouver l'enfant volé. Les services de sécurité et de défense ont également amorcé des enquêtes pour retrouver l'auteur de ce vol mais sans succès.

Beni : les activités perturbées à l'école primaire Ntoy après l'incendie de son bureau, dans la nuit de dimanche à lundi 13 mars, par des personnes non autrement identifiées. Tous les documents administratifs et matériels didactique ont été réduits en cendres. Ce qui impacte négativement sur le fonctionnement de cette école publique, selon des sources locales. La direction de l'école exige des enquêtes pour retrouver les auteurs de ce sabotage.

Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : la SCED réclame justice pour leurs accompagnateurs. Le directeur de la Société congolaise pour l'état des droits (SCED) a ainsi exprimé son indignation à Kananga lors du 6e anniversaire de ce meurtre. Il s'est interrogé sur la suite du dossier des accompagnateurs congolais également tués avec ces experts onusiens. Avocat conseil de certaines de leurs familles, regrette que les quatre accompagnateurs n'aient jamais reçu justice. Il dit avoir appris qu'il y a eu exhumation des corps de certains d'entre eux « et qui devait ensuite justifier que le dossier soit fixé, mais jusque-là, les familles sont perdues, non assistées, oubliées...»

Kinshasa : le Palais du peuple sombre dans l'insalubrité. « Le Palais du peuple a perdu sa robe d'antan et il est devenu très sale. Les émoluments de 500 députés sont décaissés sans problème alors que les dix agents commis à l'assainissement ne sont pas payés ». Démotivés, ils ont décidé de ne pas travailler, jusqu'à ce qu'ils obtiennent gain de cause.

Nord-Kivu : 91 760 déplacés bénéficient de l'aide du CICR en 4 mois. Cet organisme international a distribué des vivres à 32 820 déplacés du camp de Kanyaruchinya, territoire de Nyirangongo. Chaque ménage de ce site a reçu un sac de riz de 25 kg, 12,5 kg de haricots, 5 litres d'huile et 1 kg de sel. Le CICR a apporté le même type d'assistance à 14 940 déplacés de la ville de Goma. Alors que plus de 44 000 déplacés dont plus de 29 000 ont reçu l'assistance financière au camp de Kanyabayonga, où chacun a eu en FC l'équivalent de 165 USD. Le CICR a pris en charge 129 blessés par armes au niveau du centre hospitalier CBCA Ndosho à Goma et dit avoir apporté son appui en approvisionnement en eau auprès de 350 ménages de Kibati et des opérations de water trucking.

Lubero : déploiement du premier lot de kits du PDDRCS à Kirumba. Le premier lot de kits du Programme DDRCS a été déployé, lundi 13 mars, à Kirumba, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Six chefs de groupes armés locaux avec leurs effets militaires sont déjà cantonnés depuis vendredi dernier à Kirumba en attente du démarrage de ce programme de démobilisation. Des dizaines de combattants de différents groupes armés de Lubero sont prêts pour cette démobilisation volontaire.

Enrôlement des électeurs : les Congolais vivant au Burundi affluent vers Uvira. Ces Congolais s'amassent chaque jour à la frontière burundaise de Gatumba et à Kavimvira, côté congolais, pour faire viser leurs documents. Certains parmi eux font chaque jour des allers-retours jusqu'à l'obtention de leur carte d'électeur. D'autres ont carrément choisi d'attendre depuis plusieurs jours leur enrôlement à Uvira. Le nombre réduit de machines d'enrôlement ainsi que des pannes techniques sont les principales plaintes qui ont été formulées à la Ceni.

La RDC présente ses opportunités aux investisseurs canadiens à Toronto. « Les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs sont invitées à profiter des opportunités offertes par la RDC, outre les investissements importants déjà en cours et parallèlement aux opportunités commerciales majeures », a déclaré la fondatrice et directrice du Salon annuel congolais de la sous-traitance et des PME. Cet appel a été lancé au cours d'une réception à Toronto en marge de la convention annuelle de la PDAC (Association canadienne des prospecteurs et entrepreneurs), qui a réuni environ 24 000 délégués de l'industrie minière.

Nord-Kivu : 3^{ème} jour d'accalmie à Masisi et Rutshuru. Selon plusieurs sources, cette accalmie serait consécutive au mouvement de retrait, depuis la fin de la semaine dernière, des rebelles du M23 de plusieurs entités qu'ils occupaient dans les deux territoires. Depuis le weekend dernier, les rebelles du M23 ont quitté quelques villages autour de Sake et Karuba, avant de quitter Mweso (Masisi), puis Kibirizi (Rutshuru), lundi matin. Dans la région, plusieurs personnes estiment qu'ayant jugé ces entités moins importantes, ces rebelles les auraient abandonnées pour se concentrer dans des zones stratégiques, notamment autour de Goma et de Sake.

Ituri : des miliciens de la Codeco abattent une dizaine de déplacés du site Rhoe à Djugu, dans leurs champs, où ils sont allés chercher de la nourriture, territoire de Djugu (Ituri). Alertées, les Fardc basées à Masumbuko sont intervenues et ont neutralisé six de ces assaillants, à Maze dans le groupement Utcha. Certains miliciens grièvement blessés ont été acheminés dans les villages de Ladedjo et Laudjo pour des soins. Le président de la société civile de Maze, demande aux Fardc d'organiser de grandes opérations pour traquer ce groupe armé qui endeuille la population. Ce mercredi matin, la présence des militaires a été renforcée dans cette entité.

Lubero : la société civile plaide pour une assistance urgente aux déplacés. Plus de vingt-et-un mille personnes déplacées à la suite des combats entre les rebelles du M23 et les Fardc dans les territoires de Rutshuru et Masisi (Nord-Kivu) vivent depuis plus d'un mois sans assistance humanitaire dans le territoire de Lubero. Le président de la société civile de la commune rurale de Kirumba dans le sud de Lubero, témoigne que ces déplacés qui vivent dans des familles d'accueil sont dans une situation de vulnérabilité grave. Il en appelle pour une assistance humanitaire urgente à ces vulnérables.

Kinshasa : signature d'un accord de partenariat entre les partis PCCD, PSDA et MSC. A travers leur accord, ces formations politiques se proposent notamment d'accompagner les actions du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. Dans son adresse, l'autorité morale du Mouvement de solidarité pour le changement (MSC), a exprimé la volonté du chef de l'Etat d'organiser les élections en 2023. L'autorité morale du Parti chrétien pour le changement et le développement (PCCD), dit lutter contre les antivaleurs qui gangrènent la société congolaise. Pour sa part, le Parti social pour la démocratie africaine (PSDA) affirme s'unir avec le MSC pour l'amélioration de la qualité de vie notamment la santé, les routes et mettre fin à l'insécurité.

Le Premier ministre encourage les régies génératrices des recettes à de nouvelles performances pour le budget 2023. D'après le ministère des Finances, le taux d'accroissement, par rapport aux assignations

budgétaires de 2022, est de 24% et de 55% par rapport aux réalisations de 2021. « Le premier défi c'est le défi sécuritaire parce que sans la paix il n'y a pas de développement et donc il faut investir. Et de ce côté-là, les exigences sont énormes et nous n'avons pas de choix que de les rencontrer. Il faut investir au niveau social de nos populations parce que, elles aussi disent que les performances vous en parlez à la télévision mais ce n'est pas ça que nous avons dans nos assiettes », a rappelé le Premier ministre. Rencontrer ces préoccupations de la population passe par la diversification de l'économie et des investissements, principalement dans le secteur de l'agriculture, des infrastructures routières de desserte agricole pour relier le pays. C'est aussi, selon le Premier ministre congolais, améliorer les conditions des fonctionnaires, principalement leurs salaires.

Le taux de démarrage du Programme de développement des 145 territoires évalué à 81%. Il l'a déclaré lors de la conférence de presse animée le mardi 14 mars à Kinshasa, avec son collègue de la Communication et Médias, Patrick Muyaya, avec la participation de trois agences qui gèrent ce programme dont Si pour la Cellule d'exécution des financements des Etats fragiles et le Bureau central de coordination le taux de démarrage s'élevé à 100%, le PNUD, cependant, est à 45%. Le PNUD a à sa charge 9 provinces avec 54 territoires. Elhadj Diallo, qui gère ce programme rassure que les travaux se déroulent selon les normes. « Sur le montant global, le gouvernement a déjà disponibilisé 762.000.000 USD dont 711.000.000 en faveur des agences d'exécution pour la construction, dans sa première phase, de 1.200 écoles, 788 centres de santé et 145 bâtiments ».

Kinshasa : ouverture de la session parlementaire de mars consacrée au contrôle parlementaire et aux réformes législatives. Dans leurs discours d'ouverture, les présidents des deux chambres du Parlement ont passé en revue la situation que traverse le pays sur le plan politique, sécuritaire, économique, sociale et culturel. Le président de l'Assemblée nationale, a fustigé la persistance de l'insécurité qui met en mal le processus électoral en cours. Le président du Sénat se dit préoccupé par la situation sécuritaire volatile, l'instabilité économique et les catastrophes naturelles. Il se dit inquiet de la dévaluation de la monnaie et plaide pour des mesures urgentes.

La CENCO et de l'ECC recommandent à la Ceni clarifier la question des Centres d'inscription non retrouvés sur terrain. Elle lui demande aussi d'organiser en toute urgence et à tous les niveaux des inventaires des matériaux électoraux sensibles commis à l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs. L'ECC et la CENCO demandent aussi à la Ceni de publier les statistiques des enrôlés par centre d'inscription. La mission demande au gouvernement de décaisser systématiquement les fonds destinés aux opérations électorales conformément au plan de décaissement convenu avec la CENI afin d'éviter de compromettre la mise en œuvre du calendrier électoral et occasionner ainsi le report des élections dont, auquel cas, seul le Gouvernement en portera toute la responsabilité. Mais aussi de « renforcer la sécurité dans les zones de conflit, en particulier dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Mai-Ndombe (territoire de Kwamouth), afin de permettre aux citoyens congolais de participer à l'opération de l'identification et enrôlement des électeurs dans la quiétude et éviter de compromettre la mise en œuvre du calendrier». Il lui est aussi recommandé d'assurer convenablement la sécurité du matériel électoral sensible.

